

Trajectoires.

le magazine de l'EJT

Municipales 2026, stratégies bis

Edition Janvier 2026

L'ÉDITO

Décrypter.

Selon le dictionnaire Larousse, ce verbe désigne le fait de rendre intelligible un texte obscur.

À l'heure où l'information circule en continu, où les images saturent nos écrans, la lumière n'est pas toujours synonyme de clarté. Le quotidien est rythmé par des décisions parfois opaques. Il est nécessaire de prendre le temps de comprendre, d'analyser et de décrypter. Ce sont les mots d'ordre de ce nouveau numéro de *Trajectoires*.

À Toulouse, en France ou encore à l'international, l'actualité accélère. Arrêtés municipaux, fermeture d'un commerce de proximité, ligne à grande vitesse Toulouse-Bordeaux en construction, vues de Trump sur le Groenland, harcèlement chez les jeunes... Derrière chaque fait, il y a des mécanismes, des intérêts, des lignes de fracture.

C'est à travers des reportages, des portraits, des entretiens et des décryptages que nous mettons la lumière sur des événements clés de ces dernières semaines.

Décrypter, pour nous, c'est ajuster la focale.

Aux portes des élections municipales 2026, la politique occupe une place importante de notre hebdomadaire, du local à l'international, et lie nos différentes rubriques.

Informé c'est éclairer. Nos journalistes ont œuvré avec une conviction commune : lever les zones d'ombre et refuser la simplicité.

Décrypter, finalement, c'est peut-être cela : éclairer sans aveugler, expliquer sans simplifier, comprendre sans détourner le regard.

Samuel Lefevre et Clara Milla

LA RÉDACTION

Directeur de publication : Pierre Ginabat

Directrice de rédaction : Virginie Peytavi

Rédacteurs en chef : Samuel Lefevre et Clara Milla

Toulouse

Chef de rubrique : Valentin Verro

Rédacteurs : Nicolas Amadei, Pascaline Audemard, Nicolas Dumont, Victor Maquet, Enzo Neveu, Eva Sourdin

Région

Cheffe de rubrique : Joséphine Damilano

Rédacteurs : Nicolas Corsand, Louis Delhuille, Maël Garnier, Constance Lersteau, Tifenn Richignac

France

Cheffe de rubrique : Sara Miguel

Rédacteurs : Pauline Barrat, Mathieu Cazabat, Irène Dumoulin

Chefs maquettistes : Sarah Letessier, Lukas Derrou

Maquettistes : Julia Bartolini, Félix Casail, Dario Cortellesi, Hugo Gueritane, Sarah Griffault, Julia Lacoste

Monde

Cheffe de rubrique : Méline Mergey

Rédacteurs : Basile Bezian, Rose Feminier, Rémi Ferrier, Shiryne Martinez, Louis Rival-Perkins

Culture

Cheffe de rubrique : Lucie Bouzeau

Rédacteurs : Auxence Cames, Anne-Sophie Canton, Marie Conche

Sport

Chef de rubrique : Aurélien Torreilles

Rédacteurs : Alix Cleutjens, Lola Janackovic, Marius Laversanne, Massimiliano Paseri

Photographes :

Nathan Branchu, Clara Le Grand

LE SOMMAIRE

Toulouse

4 - 9

Entre détresse et colère,
les agriculteurs peinent encore à se
faire entendre p. 4



Région

10 - 17

DOSSIER : Municipales 2026,
convaincre autrement p. 10 - 15

France

18 - 21

Harcèlement scolaire : Camélia, un
drame révélateur d'un phénomène
de masse p. 18 - 19



Monde

22 - 27

DOSSIER : Du Groenland aux
États-Unis, Trump installe un climat
glacial p. 24 - 27

Culture

28 - 30

La Passe-Miroir : De la plume à la
bulle, sous le crayon de Vanyda p. 30

Sports

31 - 34

Hyrox, la folie des coureurs p. 31

Dessin de presse

35

Entre **détresse** et **colère**, les agriculteurs peinent encore à se faire entendre

REPORTAGE

Malgré un arrêté préfectoral interdisant les tracteurs dans Toulouse, les agriculteurs se sont de nouveau mobilisés ce mardi 27 janvier. Une journée marquée par des heurts avec les forces de l'ordre et des revendications en suspens.



La manifestation a été marquée par des moments de tensions entre agriculteurs et forces de l'ordre - ©Nathan Branchu

Ce mardi 27 janvier 2026, il est 9 h 30 quand les bonnets jaunes, les adhérents de la Coordination rurale (CR), convergent vers les allées Jean-Jaurès cernées par une dizaine de fourgons de police. Contraint de protester à pied, le président de la CR d'Ariège Sébastien Durand ironise : « On va sortir nos tracteurs à pédales ! » Les agriculteurs, réunis à l'appel de l'intersyndicale agricole, voient dans l'interdiction des tracteurs une « entrave au droit de manifester ». Beaucoup dénoncent un « deux poids, deux mesures » : d'un côté, les bonnets jaunes qui tentent pour la troisième fois de faire ronfler leurs tracteurs dans Toulouse et de l'autre, ceux de la FNSEA qui ont pu défiler sans peine à Paris autour de l'Arc de Triomphe. Le secrétaire général de la FDSEA 31 Luc Mesbah juge quant à lui un dispositif policier « disproportionné ».

Il déplore « une agressivité irrationnelle » perçue comme « un manque de respect du gouvernement » envers les agriculteurs venus manifester « dans le calme ». Malgré une mobilisation annoncée comme pacifique, le ressentiment des agriculteurs se traduit par des moments de vives tensions avec les policiers. Selon la Préfecture, sept agriculteurs ont été interpellés parmi les 130 personnes présentes sur les allées Jean-Jaurès.

Les syndicats unis autour des mêmes revendications

« On a toujours espoir de faire fléchir notre gouvernement sur les absurdités qu'il veut mettre en place », explique Sébastien Durand. Aux côtés du céréalier de la Basse-Ariège, le secrétaire général de la Confédération paysanne de Haute-Garonne Jonathan Kirchner détaille les revendications portées par l'intersyndicale depuis

décembre 2025 : l'arrêt de l'abattage systématique des troupeaux en cas de dermatose nodulaire contagieuse, le rejet de l'accord de libre-échange avec le Mercosur, la baisse du cours des prix des céréales, la simplification administrative ou encore la suppression de la taxe engrais. « On est le maillon de la chaîne qui est en train de céder », alerte Sébastien Durand en ajoutant les vulnérabilités de la région Occitanie face au réchauffement climatique, notamment en matière de gestion de l'eau. « On souhaite que le préfet nous reçoive, qu'il nous écoute et qu'il fasse remonter nos doléances au niveau national » conclut-il. La Préfecture confirme avoir bien reçu les syndicats en fin de journée en insistant sur la nécessité d'un dialogue pour surmonter les préoccupations des agriculteurs.

Nicolas Amadei

Au Smahrt Toulouse, l'emploi est au cœur des discussions

REPORTAGE

Du 25 au 27 janvier, les professionnels de la restauration, de l'hôtellerie et des métiers de bouche se rencontrent pour partager les enjeux de leurs secteurs respectifs. Pour les formateurs et les employeurs, c'est l'occasion de parler d'embauche.

Comment trouver des salariés ? Entre deux dégustations de vin et de rosette occitane, un charcutier, une vendeuse d'ustensiles et une boulangère dissertent sur cette question essentielle. En périphérie de la Ville rose, le MEETT (Parc des expositions, Centre de conventions & congrès de Toulouse) accueille, avec le Smahrt, près de 15 000 visiteurs et plus de 300 exposants. Pour ces restaurateurs, vignerons, traiteurs ou encore éleveurs, c'est l'occasion de renforcer leur réseau et de se retrouver autour de problématiques communes.

Le recrutement en fait partie. D'après le rapport du troisième trimestre 2025 sur les métiers de l'hôtellerie et de la restauration en Occitanie, 33 432 offres d'emploi ont été recensées pour 42 190 demandes. Pour les métiers de l'agriculture, le rapport a compté 5 734 offres pour 25 000 candidats. Pourtant, Gérard, membre de l'association des éleveurs du 31, explique qu'il est très difficile de « trouver des personnes compétentes qui veulent s'investir ». Sur le stand attenant, un homme d'une trentaine d'années rend compte d'une situation assez différente : « On met du temps à recruter. On fait attention à qui on fait rentrer dans l'équipe. On fait au cas par cas. » Sur l'accréditation suspendue au col de sa chemise bleu ciel, on lit « Léo Almon de la Maison Almon ». Reconnu dans la région, ce grossiste familial spécialiste en charcuteries présente une politique d'embauche plus « qualitative ».

Une jeunesse symbole d'espoir

Derrière les bouchers et les vendeurs de matériaux agricoles, le CFA Toulouse Blagnac est

installé avec un gros contingent. Des élèves en costume et des chefs en uniforme se tiennent aux abords de l'emplacement.

« Les consommateurs sont encore nombreux et les jeunes sont motivés »

« C'est important pour nous d'être là. Il faut montrer aux professionnels qu'on a des jeunes qui arrivent formés et prêts à travailler », clame Christian Cochonneau, adjoint à la direction de ce centre de formation. Il ajoute : « Les producteurs et les entreprises sont en difficulté, mais la main-d'œuvre est toujours là et elle gagne en qualité ». L'ancien formateur fustige plutôt des « problèmes structurels ».

Un point de vue que partage Damien Keravis, responsable commercial du Moulin Batigne. Debout derrière son présentoir à pain et pâtisserie, il rassure : « L'artisanat n'est pas mort. Les consommateurs sont encore nombreux et les jeunes sont motivés. »

Dans l'agitation continue du Smahrt Toulouse, les points de vue et les constats diffèrent. Mais dans ce salon, les acteurs d'un même secteur ont l'occasion de réfléchir à des solutions ensemble. Le découvrant pour la première fois avec son association, Gérard avait ainsi confié : « On est là pour se faire connaître et pour partager nos expériences ».

Victor Maquet



La 9e édition du Smahrt Toulouse, salon de référence du Grand Sud-Ouest

©Clara Le Grand

Protoxyde d'azote : la mairie interdit la vente de nuit

ANALYSE

Pour lutter contre l'usage récréatif du protoxyde d'azote, la préfecture de Haute-Garonne et la mairie de Toulouse règlementent. Un nouvel arrêté du 23 janvier 2026 interdit sa vente et son utilisation.

AToulouse, la municipalité et la préfecture de Haute-Garonne durcissent leur réponse face à la prolifération du protoxyde d'azote. Surnommé « gaz hilarant », son usage détourné inquiète les habitants et les autorités sanitaires. Selon Santé publique France, en 2022, 14% des 18-24 ans en avaient déjà expérimenté l'usage.

Par un arrêté municipal du 23 janvier 2026, la mairie interdit la vente de protoxyde d'azote « dans les commerces de 21 h à 8 h ». Cette mesure vise à réduire son accessibilité aux horaires où les usages festifs sont les plus constatés. Cette réglementation s'applique à tous les points de vente locaux tout en préservant l'usage légal du gaz pour ses applications médicales ou alimentaires.

Sur l'espace public toulousain, voies, parcs, jardins et zones vertes, « la détention, l'utilisation et l'abandon de protoxyde d'azote sous forme de cartouches ou de tout autre récipient » sont désormais expressément proscrits. Une norme qui vient consolider

un premier arrêté de 2020, qui interdisait uniquement « l'usage à des fins récréatives ». L'objectif affiché est de respecter la salubrité publique, de préserver la tranquillité des habitants et de réduire les nuisances liées à ces pratiques. Il est aussi formellement interdit de jeter les récipients dans les poubelles classiques, afin de prévenir « les risques d'incendie ou d'explosion » qu'ils présentent.

Les contrevenants s'exposent à une amende de 150 €

En parallèle, un arrêté préfectoral couvre le département : il interdit jusqu'au 31 mars 2026 « la détention, le transport et la consommation du protoxyde d'azote à des fins de gaz hilarant sur l'ensemble des voies publiques de la Haute-Garonne ».

Au niveau national, le cadre législatif évolue aussi. Une proposition de loi sera examinée par le Sénat le 26 février 2026. Elle vise à « réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels ». Le texte fait suite à une première loi adoptée

en mars 2025, qui interdisait déjà son commerce aux mineurs.

« On a au moins trois fois plus de demandes qu'avant »

Nicolas Franchitto, chef du service d'addictologie au CHU de Toulouse, révèle une forte augmentation des cas d'addictions au gaz hilarant : « On a au moins trois fois plus de demandes qu'avant. Les patients arrivent désormais soit aux urgences s'ils ont un trouble du rythme cardiaque ou une complication aiguë, soit en neurologie, soit en addictologie. »

Une information corroborée par Santé publique France qui dénombre une multiplication des cas graves d'addictions par 3,8 entre 2020 et 2023.

Désormais, pour les autorités comme pour les soignants, l'urgence n'est plus de constater les abus, mais d'en limiter les dégâts.

Nicolas Dumont



Une caddie rempli de bonbonnes de protoxyde d'azote - ©PHOTOPQR/LE PROGRES/MAXPPP

Fermeture de la boulangerie place Saint-Pierre : symbole d'un déclin

REPORTAGE

Au début de l'année 2026, la boulangerie Baker's Lounge a définitivement baissé son rideau place Saint-Pierre. Cette fermeture illustre un phénomène plus large : la disparition progressive des boulangeries artisanales dans plusieurs quartiers de la ville.



La boulangerie Baker's Lounge, place Saint-Pierre, a définitivement fermé ses portes
©Clara Le Grand

A l'angle de la place Saint-Pierre et de la rue Valade, les rideaux métalliques de l'ancienne boulangerie Baker's Lounge restent obstinément baissés. Seule une ouverture laisse entrevoir l'agitation des ouvriers, occupés à transformer les lieux. Le 15 mars prochain, la franchise Tacos Avenue prendra possession de l'emplacement, annonçant un changement notable dans le quartier. Cette transformation inquiète déjà les 380 boulangeries et pâtisseries de Toulouse, et ses effets se font sentir jusqu'à Blagnac, où quatre établissements ont fermé en un an.

La fermeture de cette boulangerie ne laisse pas les riverains indifférents. Géraldine, habitante du quartier, ne cache pas sa

déception. « C'est vraiment dommage. Je venais souvent ici, c'était pratique. Maintenant, il va falloir marcher pour acheter du pain », soupire-t-elle. À l'inverse, Yoan, étudiant de 23 ans, accueille la nouvelle avec enthousiasme. « Cette place est déjà très vivante. Un tacos en plus, ça va encore la dynamiser. Et puis ça ferme tard : après le bar, pouvoir manger un tacos, c'est plutôt une bonne idée », lance l'étudiant avec un sourire.

« Ce n'est pas un effondrement de la consommation »

Chez les commerçants voisins, les avis sont partagés. Lucas, serveur au bar Chez Tonton, y voit une opportunité. « Ça va attirer encore plus de jeunes, et donc plus

de passage », assure-t-il. Yuna, serveuse au restaurant Le Kiosque, se montre plus réservée : « La concurrence va être encore plus forte. Des fast-foods, il y en a déjà beaucoup trop ici, alors que les boulangeries deviennent rares. »

« C'est une recomposition de la diversité commerciale »

La situation de la place Saint-Pierre s'inscrit dans une tendance plus large. Ces quatre derniers mois, au moins cinq boulangeries artisanales ont fermé leurs portes à Toulouse, notamment à Lafourguette, aux Sept-Deniers, et désormais dans ce quartier emblématique. Une succession de disparitions qui alarme.

Pour Olivier Arsac, adjoint au maire de Toulouse chargé du commerce, il ne s'agit toutefois pas d'une crise de la demande. « Ce n'est pas un effondrement de la consommation, mais une recomposition de la diversité commerciale », analyse l'élus. Les grandes enseignes se multiplient, souvent au détriment des commerces indépendants. « Aujourd'hui, les supermarchés proposent du pain de qualité à des prix très bas. Les consommateurs se tournent plus facilement vers eux », souligne le représentant de la municipalité.

La Haute-Garonne compte environ 480 boulangeries, dont presque la moitié serait fragilisée, selon la Fédération des artisans boulangers de Haute-Garonne. Un phénomène qui dépasse largement les frontières locales. D'après la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française, environ 1 200 boulangeries ferment chaque année en France, dessinant le lent déclin d'un commerce autrefois au cœur de la vie de quartier.

Pascaline Audemard

L'arrêté municipal anti-prostitution : une fausse bonne idée ?

DÉCRYPTAGE

Depuis 2014, l'association Grisélidis alerte contre l'arrêté municipal interdisant la prostitution dans certains quartiers toulousains. À l'approche des élections municipales, l'organisation appelle les candidats à mettre fin à une réglementation jugée dangereuse et contre-productive.

Mis en place il y a plus de 10 ans à la suite de plaintes de riverains, un arrêté municipal interdit la prostitution dans certaines zones de la Ville rose. L'association Grisélidis, qui lutte pour les droits et la protection des travailleuses du sexe, réclame son abrogation depuis des années. Camille Desalle, co-directrice de l'organisation, rappelle les dangers auxquels expose cette réglementation : « Il y a évidemment un impact sur la sécurité des travailleuses du sexe, mais aussi sur leur précarité et leur santé physique. On sait que l'éloignement du centre-ville représente pour elles une énorme préoccupation. » Sur le terrain, les contrôles se poursuivent. « Elles sont toujours verbalisées dans les rues concernées », déplore-t-elle. Certaines peuvent recevoir plusieurs amendes par jour. « Quand on est dans une situation de grande précarité, des contraventions de 38 euros à répétition, cela empêche de sortir d'une situation déjà difficile », poursuit la jeune femme.

« La police est perçue comme un organe de répression plutôt que de protection »

Cet arrêté déplace la prostitution vers la périphérie. « Les personnes concernées sont contraintes d'exercer dans des zones industrielles, éloignées des transports et peu éclairées », ajoute Camille Desalle. Une situation qui augmenterait les risques d'agressions. « Nous constatons davantage de violences, de vols et de viols dans ces secteurs », alerte la co-directrice. La peur des contrôles dissuade aussi certaines victimes de porter plainte.



Depuis 2014, un arrêté municipal repousse les travailleuses du sexe en périphérie de Toulouse
©Nicolas Corsand & Dario Cortellesi

« La police est perçue comme un organe de répression plutôt que de protection », précise-t-elle.

Une lettre pour interpeller les candidats aux municipales

Pour faire évoluer cette politique, Grisélidis compte interpeller les candidats aux municipales de 2026, afin de lever le voile sur les problématiques rencontrées. Parmi les listes sollicitées figure celle de la gauche unie « Vivre mieux ». Alice Carret, candidate écologiste, a rencontré l'association mi-janvier. « Nous sommes contre cet arrêté car il repousse les prostituées dans des endroits peu sécurisés et augmente les risques de violences », affirme-t-elle. Selon elle, la priorité doit être donnée « à la prévention, à la santé et à la sécurité de celles-ci ».

Sans promettre une abrogation immédiate, la candidate évoque

des pistes de concertation. « Il y aurait des réunions publiques avec les associations, les personnes concernées et les riverains pour remettre en cause ces arrêtés », explique-t-elle. Elle ne néglige pas pour autant les attentes des habitants : « On peut comprendre que des riverains ne veuillent pas trouver des préservatifs sur le trottoir devant chez eux. » Pour Alice Carret, « l'enjeu est de faire dialoguer tous les acteurs » et de travailler sur « le manque de poubelles, de toilettes et d'éclairage ». En interpellant les candidats, Grisélidis espère inscrire la question dans le débat municipal et obtenir l'abrogation de cet arrêté, afin de concilier sécurité et respect des droits fondamentaux des travailleuses du sexe.

Eva Sourdin

Grégory Chomette, l'excellence au service du Bibent

PORTRAIT

Le 13 janvier 2026, la brasserie toulousaine le Bibent a remporté le championnat du monde de cassoulet, pour la première fois de son histoire. Derrière ce succès honorifique se cache un chef cuisinier d'expérience, Grégory Chomette.

Mardi 27 janvier, 10 h 45. Le chef cuisinier du Bibent, Grégory Chomette, nous reçoit à table, dans un décor du XIX^e siècle, classé au titre des monuments historiques depuis 1975. Il sort de la cuisine avec un tablier brodé à son nom et un autre encore noué autour de la taille. Malgré sa grande expérience, il est l'un des derniers à avoir intégré cette institution toulousaine, créée en 1861. En effet, Grégory est arrivé il y a à peine quatre mois. Il officiait auparavant pour la Food Connection, une entreprise qui possède plusieurs restaurants situés aux alentours de Toulouse (Toulouse, Labège, Rouffiac-Tolosan). Mais son talent n'a pas tardé à éclater aux yeux du grand public.

Le 13 janvier dernier, le Bibent a remporté la dixième édition du championnat du monde de cassoulet, qui se déroulait à Toulouse. « C'est une belle récompense [...] C'est bien pour une ville comme Toulouse parce que ça reste un plat phare de la cuisine paysanne toulousaine », se réjouit-il. Cette distinction a fait bondir les ventes. Le restaurant attire désormais une clientèle étrangère, curieuse de déguster le cassoulet titré. « On connaît des services où notre spécialité représente 50% des ventes », poursuit Grégory Chomette.

Une question de savoir-faire

Le secret d'un cassoulet réussi ? L'anticipation. « On a l'habitude. On commence tôt le matin pour le lendemain (...) Il faut le temps que ça mijote. On ne peut pas servir un cassoulet fait du matin, sinon ça manque de saveur », détaille-t-il. Le Bibent travaille avec des produits frais, triés sur le volet. « Ici, c'est une cuisine bourgeoise, avec des beaux produits, faits maison.



Le chef Grégory Chomette dans son restaurant, situé place du Capitole - ©Nathan Branchu

On travaille le homard, on garde les têtes pour en faire des bisques. C'est une cuisine assez classique, on fait des ris de veau avec une sauce au vin jaune... On essaie de rester sur la cuisine française, pour coller à l'identité atypique du lieu », explique le chef de cuisine.

L'arrivée de Grégory Chomette est étroitement liée au succès de l'établissement de luxe. « J'ai déjà vingt ans de cuisine derrière moi, dont treize ans de cuisine en gastronomie étoilée Michelin. » Elle s'inscrit dans la lignée de la cuisine élaborée.

« J'étais à la recherche d'un nouveau challenge, d'une nouvelle opportunité. Je cherchais un restaurant avec un cadre, pour faire une cuisine assez précise, une cuisine bourgeoise ». Malgré sa récente arrivée, le chef ne cache pas ses ambitions. « On veut encore faire grandir notre savoir-faire. On veut continuer de plaire aux palais des Toulousains et que les gens soient heureux de venir manger. »

Enzo Neveu

DOSSIER : MUNICIPALES 2026,

Campagne 2026, quand l'empathie devient un atout maître

DOSSIER MUNICIPALES

En Occitanie comme ailleurs, les élections municipales du 15 mars se préparent. À l'ère du numérique, face à la nécessité de remobiliser l'électorat, les réseaux sociaux sont devenus en 10 ans le cœur de la bataille électorale.

La tendance « 2026 is the new 2016 » envahit les réseaux sociaux, portée par une jeunesse mélancolique de cette année. Si le fantasme d'un retour en arrière séduit, la réalité électorale, elle, s'inscrit pleinement dans le présent. En 10 ans, les réseaux sociaux comme outils de campagne s'imposent en tant que structure essentielle pour mobiliser et convaincre l'électorat. Tous jouent désormais sur ces plateformes où l'esthétique, l'émotion et le récit comptent autant que le programme.

« Les élus sont sensibilisés aux réseaux sociaux et à leur utilisation »

Les élections municipales de 2014 constituaient, selon Clémentine Cabrol, experte en communication politique et directrice générale de la communication de Jean-Luc Moudenc entre 2017 et 2019, « les prémices d'une campagne tournée vers le numérique ». Une dynamique qui s'est progressivement structurée lors du scrutin municipal de 2020, avant de s'affirmer encore davantage en 2026.

« Aujourd'hui il existe une

structuration des prises de parole. Les élus sont sensibilisés aux réseaux sociaux et à leur utilisation, ce qui n'était pas le cas en 2014/2015/2016 », explique-t-elle. L'experte évoque une prise de conscience croissante des candidats locaux sur l'utilité des réseaux sociaux dans leur communication. Elle est accompagnée « d'une augmentation des publications, des messages et de la présence sur différentes plateformes ». À l'époque, Clémentine Cabrol privilégiait Facebook, X (ex-Twitter) ou Instagram. Désormais, le maire toulousain dispose aussi de comptes sur TikTok ou LinkedIn.

« En 2014, les candidats les plus jeunes étaient déjà familiers au numérique ». Aujourd'hui, la question de l'âge n'est plus déterminante. En Occitanie, la grande majorité des candidats investissent les réseaux sociaux.

Toutefois, les modes de communications traditionnels, le tractage, les meetings, le « boîtage » ou le porte-à-porte, persistent en 2026. « Les réseaux sociaux se développent énormément mais restent complémentaires en période de campagne électorale » précise Clémentine Cabrol. « Le numérique permet avant tout de toucher de nouvelles cibles et de proposer un contenu plus intimiste, notamment dans les coulisses des politiques ».



« Les réseaux, lorsque c'est ciblé et bien fait cela peut être pertinent »

En France, en 2025, un Français sur trois (37 %) utilise majoritairement les réseaux sociaux pour s'informer, selon le

CONVAINCRE AUTREMENT

Digital News Report 2025 du Reuters Institute.

Pour autant, à Toulouse, chef-lieu de la Haute-Garonne, certains citoyens paraissent sceptiques quant à l'usage des réseaux sociaux dans les campagnes municipales. « Non, je n'ai pas les réseaux sociaux, je me protège. » Babé, 68 ans, ne veut pas en entendre parler. Selon elle, « on ne distingue pas assez le vrai du faux [...] je préfère les

moyens à utiliser avec parcimonie, selon lui : « Les réseaux, lorsque c'est ciblé et bien fait, cela peut être très pertinent. »

« Le papier, ça me gonfle, je préfère recevoir sur écran »

Une approche défendue par Inès Djelida, directrice de la communication de

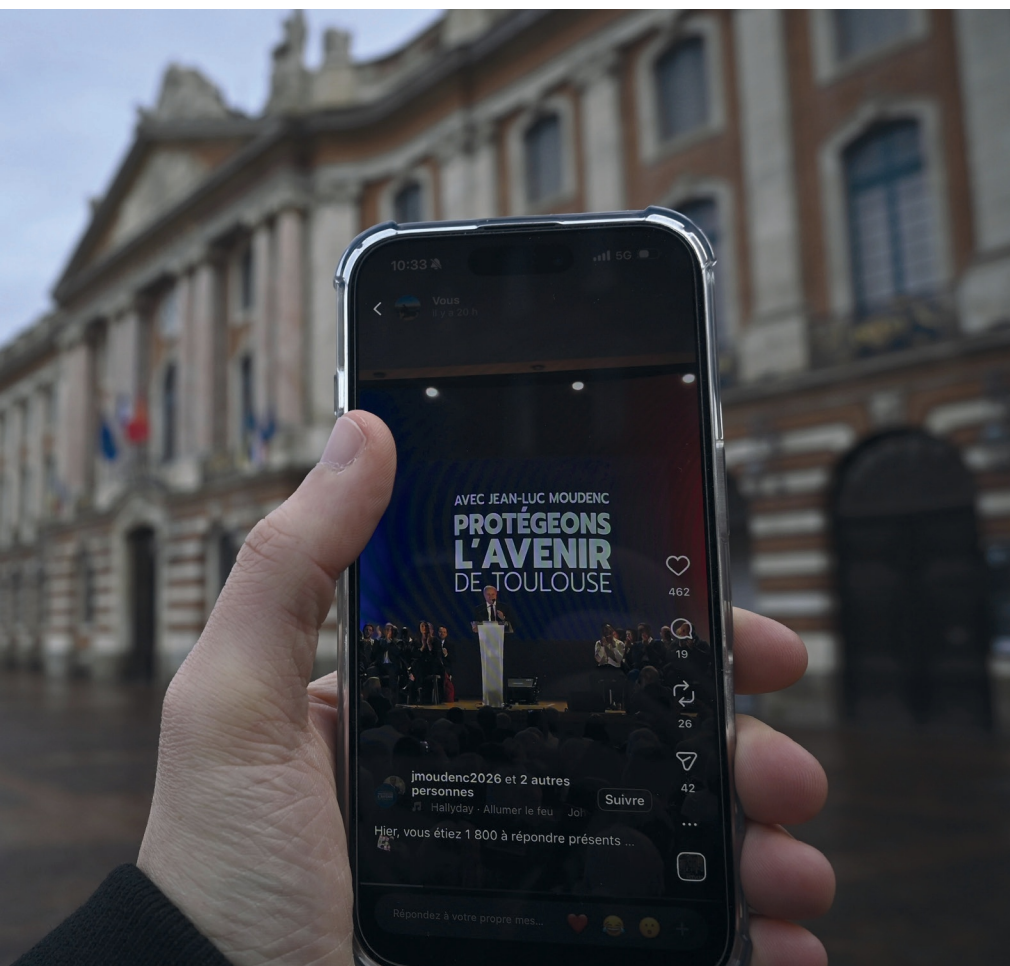
et a approché le million de vues, faisant de ces plateformes la tête de pont de sa stratégie.

Le pilier numérique se retrouve dans les pratiques des électeurs, tous âges confondus. Florence, 58 ans, explique : « Aujourd'hui, pour les municipales, je vais regarder les commentaires sous les posts politiques pour m'aider à analyser. Il y a dix ans, je n'utilisais pas les réseaux sociaux ; aujourd'hui, ça me semble être le plus accessible ». Une praticité numérique qui tranche avec le tractage papier, de plus en plus délaissé par les habitants de la région. Bertrand, 71 ans, se montre catégorique : « Le papier, ça me gonfle, je préfère recevoir sur écran. » Un avis partagé par Murielle et Bastien, 36 ans : « Les flyers ne disent pas grand-chose, c'est écrire pour écrire ; on privilégie une communication plus pertinente. »

1 Français sur 3 utilise majoritairement les réseaux sociaux pour s'informer

Pour autant, le tractage, « c'est l'opération de proximité par excellence, elle ne pourra pas être supprimée » assure Clémentine Cabrol. La personnalité politique a besoin d'être au contact des électeurs, afin d'expliquer ses idées, de se retrouver confrontée aux questions et aux remarques apportées par les citoyens. Cette dimension humaine reste inhérente à la vie politique, surtout locale, où la proximité est essentielle. Si ces formes évoluent, elle est aujourd'hui entretenue et prolongée par de nouveaux moyens de communication.

Constance Lersteau



Jean-Luc Moudenc investit les réseaux sociaux pour sa campagne - ©Nathan Branchu

rencontres dans des espaces dédiés comme les meetings ». Non loin de là, assis autour d'un verre avec ses amis, Georges, 26 ans, explique consommer régulièrement du contenu politique. Issu d'une autre génération, il a « toujours grandi avec Facebook ou Instagram ». Des

François Piquemal, candidat aux municipales de Toulouse : « La stratégie de François Piquemal sur les réseaux sociaux vise surtout à capter l'attention des jeunes, souvent peu informés sur les questions politiques. » Le candidat a gagné des dizaines de milliers d'abonnés

Le Rassemblement national, en campagne

DÉCRYPTAGE

Enraciné sur le littoral méditerranéen, mais encore en difficulté dans le Midi, le RN entend profiter des municipales pour renforcer son maillage territorial. En ciblant les communes périurbaines, le parti espère conquérir l'Occitanie pour préparer les élections à venir.



Une affiche du Rassemblement national sur un panneau d'affichage à l'occasion des élections législatives

©Pierre Destrade MAXPPP

Alors que la Région Occitanie vient de célébrer ses dix ans d'existence et que les élections municipales approchent, les fractures territoriales héritées de l'ancienne carte administrative refont surface. Avant la fusion de 2016, les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon présentaient des dynamiques politiques contrastées : solidement enracinée depuis plusieurs années sur le littoral méditerranéen, l'extrême droite peinait en revanche à s'implanter dans les territoires de l'ancienne région Midi-Pyrénées. Une réalité que la création de la grande région n'a pas effacée. Le Rassemblement national en a fait un axe stratégique : concentrer ses efforts sur les petites villes et les communes périphériques des grandes agglomérations. Symbole de cette implantation progressive, Moissac, 13 000 habitants, est de-

venue en 2020 la première, mais unique commune de l'ex-région Midi-Pyrénées dirigée par le RN, après l'élection de Romain Lopez, ancien attaché parlementaire de Marion Maréchal. Selon l'étude du sociologue Jérôme Fourquet et du géographe Sylvain Manternach, le parti d'extrême droite réalise ses meilleurs scores dans les petites et moyennes communes. Le RN s'installe confortablement dans les villes de 2000 habitants et moins (plus de 40 % lors des législatives de 2024), tandis qu'il reste nettement plus faible dans les grandes métropoles. Plus les centres urbains s'éloignent, plus le vote RN progresse : un phénomène que les chercheurs décrivent comme un « gradient d'urbanité ». L'intensité du vote RN est la plus faible (24,6 %) dans les zones situées à moins de dix kilomètres de celle-ci. Cette fracture territoriale s'explique aussi par des

facteurs sociaux. Dans les zones périurbaines et rurales, le sentiment de relégation est plus fort. Le RN y trouve un terreau favorable en articulant ses discours autour de l'insécurité, du pouvoir d'achat et de l'immigration.

Stratégies, recrutement de candidats et ciblage de l'électorat périurbain.

Cette géographie électorale éclaire la stratégie municipale du parti : plutôt que de s'implanter dans les centres-villes, il concentre ses efforts dans les périphéries urbaines et les villes moyennes, là où son électorat est structurellement le plus solide. Après la déception des élections municipales de 2020 avec ses 827 sièges, le RN a toutes ses chances pour améliorer ce score. Cette campagne électorale aura également en ligne de mire les élections sénatoriales de septembre

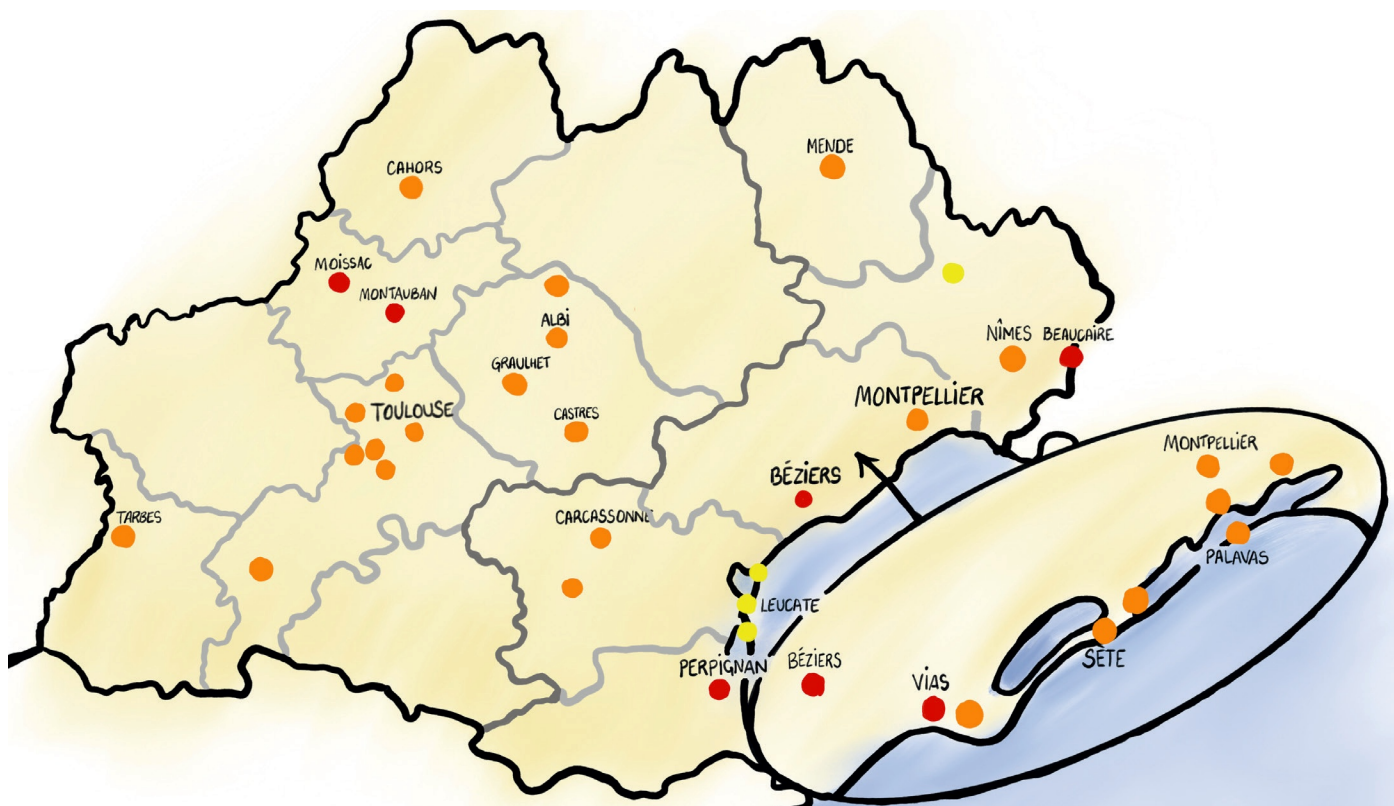
RÉGION

et la présidentielle de 2027. En Haute-Garonne, le député européen RN Julien Leonardelli, pressenti pour conduire une liste à Toulouse, annonce « sept candidatures soutenues par le parti », soit trois de plus qu'en 2020. Il espère franchir la barre des 10 % dans la Ville rose, synonyme d'accès au second tour, là où l'ancien prétendant Quentin Lamotte n'avait recueilli que 4,3 %. Dans l'Hérault, le responsable départemental Julien Gabarron évoque « une quinzaine de listes », concentrées principalement sur le littoral méditerranéen, à Frontignan, Mauguio, Agde ou Palavas-les-Flots. Après un afflux historique de demandes d'investiture remarqué en Occitanie, il assure que le RN a procédé à une sélection stricte, affirmant avoir « écarté plus de candidats qu'il n'en a investi », pour préférer la qualité à la quantité et éviter les polémiques qui avaient entaché la campagne législative de 2024. Au total, plus

de 650 listes RN ont été annoncées sur le territoire national. À Graulhet, dans le Tarn, le RN mise sur Julien Bacou. Battu d'un peu plus de 1 000 voix aux législatives de 2024 par la candidate de l'Union de la gauche Karen Erodi, le tarnais se lance désormais dans la course aux municipales. Pour s'imposer dans cette ville de 13 000 habitants, il assume une stratégie tournée vers le numérique. « Je suis d'une génération politique qui a démarré avec les réseaux sociaux. On fait appel à des professionnels ou à des jeunes militants qui maîtrisent mieux ces outils », explique-t-il. Il revendique une communication régulière pour « montrer une dynamique de campagne », pensée sur le temps long. « Les municipales, c'est un marathon plus qu'un sprint », insiste-t-il. Sur le fond, Julien Bacou assume que le RN cible l'électorat rural et périurbain, qu'il juge réceptif à son discours : « C'est un électorat qui

nous est favorable, qui voit ce qui se passe dans les villes et ne veut pas reproduire les mêmes problèmes d'insécurité ou de narcotrafic », affirme-t-il, évoquant notamment la place centrale de Graulhet, « devenue un repère de choufs », qu'il ose presque comparer à Chicago : « Je ne dis pas que Graulhet est Chicago, mais il commence à y avoir de plus en plus d'agressions ». Le parti d'extrême droite peut également compter sur les nombreuses pages sur Facebook et X, presque inexistantes chez les autres partis, qui relaient régulièrement l'information du parti. La flamme du Rassemblement national veut se propager dans les différents territoires d'Occitanie, investissant des élus « dans les campagnes, dans les villes, [...] sur les réseaux sociaux ».

Maël Garnier



Carte des villes détenues par le RN et où le parti de la flamme a investi des candidats - ©Mael Garnier

Légende :

En rouge, les mairies détenues par le RN, l'UDR ou par un autre parti d'extrême droite.

En orange, les mairies où le RN a investi des candidats pour les municipales de 2026

En jaune, les mairies où le RN réfléchit à investir des candidats pour les municipales de 2026.

L'IA, nouveau « super conseiller » électoral

INTERVIEW

Ce 26 janvier, François Briançon, candidat à Toulouse, a dénoncé une image générée par IA le représentant postée par l'équipe du maire sortant sur X. Lionel Myszka, expert en intelligence artificielle de Lumière Communication, nous expose l'intérêt de l'IA lors des Municipales.

Les politiques ont-ils intérêt à utiliser l'IA lors des campagnes municipales ?

Oui, c'est dans l'air du temps. Je suppose que lorsqu'on fait de la politique, on y va avec son cœur, avec ses tripes. On ne va donc pas forcément utiliser l'IA pour rédiger les projets à notre place. En revanche, pour l'enchaînement des idées, sur la façon de présenter les projets, cela peut être intéressant de demander son avis à l'IA.

« L'IA est au travail intellectuel ce que le tracteur est aux agriculteurs. »

Cela peut être le cas soit à partir de consignes qu'on lui fournit, parce qu'on aura réalisé des sondages et compilé un ensemble d'informations, soit en partant *ex nihilo* et en lui donnant plusieurs

indicateurs pour une stratégie municipale : la taille de la commune, son type de population, notre programme. L'IA est une sorte de « super conseiller ».

Cela va-t-il permettre de rebattre les cartes entre les candidats au niveau de la course électorale ou dans l'organisation de leurs campagnes ?

Oui, clairement. L'IA est au travail intellectuel ce que le tracteur est aux agriculteurs. On travaille plus rapidement. Il reste toujours du talent mais en termes de productivité, cela permet de gagner un temps fou : pour gérer un budget, optimiser la création d'un événement. Il est absolument indéniable que l'IA va permettre à certains de se démarquer dans l'organisation de la campagne. L'intelligence artificielle ne rendra pas les candidats plus crédibles ou charismatiques, mais elle saura les suppléer.

Le climat, déjà pesant entre les candidats, peut-il s'aggraver avec l'IA ?

Il y a toujours des imbéciles et ils ont malheureusement de nouveaux outils aujourd'hui. Mais ils en avaient déjà auparavant avec l'arrivée des réseaux sociaux... Cependant, faudrait-il se priver de l'IA pour autant ? Je ne pense pas. Elle permet d'avancer plus rapidement dans de nombreux domaines.

L'IA peut-elle être plus efficace que la présence sur le terrain ou les meetings ?

Il paraît évident que l'IA ne remplacera pas la présence humaine. Au niveau des Municipales, les électeurs votent souvent plus pour un homme ou une femme que pour un programme. On veut la voir, l'entendre, que cette personne soit incarnée, qu'il y ait une histoire, une personnalité. Tout cela, l'IA ne le remplacera jamais.

L'IA n'influence pas non plus les électeurs. Quand ces derniers demandent des indications ou pour qui voter, elle leur répond qu'elle ne peut pas leur dire pour qui voter. Elle affirme qu'elle aura besoin d'en savoir davantage sur la personnalité de l'utilisateur, sur les programmes pour cette élection. Elle sert donc de décryptage vis-à-vis de la pensée, comme pourraient le faire les journalistes sur certains articles par rapport aux idées des candidats.



Ancien journaliste, Lionel Myszka s'est spécialisé dans l'intelligence artificielle il y a quelques années - ©Lionel Myszka

Louis Delhuille

Pierre Verdier, la relève politique en tutos

PORTRAIT

Ancien maire de Coufouleux et Rabastens dans le Tarn, Pierre Verdier réalise des tutoriels en vidéo sur Facebook. Il utilise sa légitimité pour prodiguer des conseils aux candidats des élections municipales.

Il a passé près de deux décennies à écouter, arbitrer, expliquer, rassurer en tant que maire. Aujourd'hui, Pierre Verdier n'est plus élu, mais il est toujours aussi présent au sein de la politique locale. À 63 ans, fraîchement retraité, l'ancien édile de Coufouleux puis de Rabastens dans le Tarn s'est donné une nouvelle mission : transmettre, sans ambition personnelle, ce que lui a appris l'expérience du terrain. Ancien élu local pendant 19 ans, ex-conseiller général avant la réforme des conseils départementaux et compagnon d'une ancienne députée, Pierre Verdier connaît la politique municipale de l'intérieur. Ses contraintes, ses satisfactions, mais aussi ses zones d'ombre. Une lucidité qu'il partage désormais sur Facebook, à travers une série de vidéos-conseils à destination des candidats aux élections municipales. « *Les Tutos des Municipales* » est présenté comme un recueil « des trucs, des conseils et des réflexions pour celles et ceux qui veulent s'engager aux prochaines élections municipales ».

« En tant que maire, (...) je ne suis presque jamais parti en vacances plus d'une semaine »

« Je ne suis pas là pour expliquer comment gagner une élection, prévient-il d'emblée. Ce que je dis passe à travers mes valeurs, mes filtres. Et il y a déjà de nombreuses vidéos qui ont leur petit succès. J' imagine que cela marche parce que c'est utile, il y a un besoin », affirme l'ancien maire.

Comme pour les projets en tant



Les idées de « tutos » viennent de son expérience, lui qui a été maire pendant trois mandats - ©Louis Delhuille

qu'édile, l'idée de réaliser ces vidéos est venue des élus et habitants eux-mêmes. Ces derniers lui demandaient des conseils et Pierre Verdier a donc décidé de les mettre en vidéo. Composition des listes, proximité avec les gens, duel face à un maire sortant, ses 35 suggestions sont désormais toutes sur Facebook.

L'ancien édile estime qu'on ne parle pas assez de la vie politique dans les petites communes. « Il y a un vrai besoin, car on parle surtout des Municipales des grandes villes dans les médias. En dehors de ces grandes villes, il y a toute la vie démocratique locale partout en France. »

« Il faut aimer les gens »

Parmi les conseils qu'il donne, l'un d'entre eux revient comme un fil rouge. « Il faut aimer les gens », affirme l'ancien premier magistrat de Rabastens. Pierre Verdier explique que la fonction de maire est très prenante et qu'il faut sans cesse être sur le terrain.

« En tant que maire, pendant plus de 19 ans, je me suis énormément investi. Les événements, les conseils municipaux, les réunions... C'est parfois lourd. Je ne suis presque jamais parti en vacances plus d'une semaine. Il faut que les candidats soient également prêts à faire de même. »

Ses vidéos permettent donc aux candidats d'éviter d'éventuelles erreurs, dont certaines évidentes, comme négliger le terrain ou encore ne pas faire preuve d'exemplarité devant les électeurs.

Les courts conseils s'arrêteront prochainement, mais Pierre Verdier ne compte pas en rester là. Il songe à prolonger cette démarche auprès des nouveaux élus et des maires récemment installés, notamment sur les enjeux souvent méconnus du « troisième tour » : présidences d'intercommunalités, syndicats des eaux, des déchets, ou autres structures.

Louis Delhuille

LGV Toulouse-Bordeaux : quand le financement fait dérailler le débat

DÉCRYPTAGE

Carole Delga rejette le recours à un partenariat public-privé pour financer la LGV Toulouse-Bordeaux. En Occitanie, cette option relance le débat autour d'un projet ferroviaire dont le financement et le calendrier restent au cœur des tensions politiques.

« **U**n non-sens économique et un mépris de la population. » Ce sont les mots du communiqué de presse de la Région Occitanie pour définir l'hypothèse d'un partenariat public-privé (PPP) de la ligne à grande vitesse (LGV) Toulouse-Bordeaux ce mercredi 21 janvier. Pour rappel, le projet ferroviaire visant à relier les deux

débat politique, notamment par l'ancien ministre des Transports Dominique Bussereau. Cette proposition a été immédiatement rejetée par la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, qui déclarait dans son communiqué publié le 21 janvier 2026 : « Le recours à un partenariat public-privé pour la LGV Toulouse-Bordeaux-

je ne suis pas sûr que ce soit accepté pour les politiques ». Sollicitée sur cette hypothèse de partenariat public-privé, Carole Delga n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Une ligne attendue par le Sud-Ouest

Dans son communiqué de presse, la Région Occitanie affirme que « 2,5 milliards d'euros ont déjà été engagés et plus de 180 marchés de travaux sont attribués au nord de Toulouse et au sud de Bordeaux ». Pour le conseil régional, ces éléments rendent désormais le projet inévitable pour l'État.

Du côté de la population, le soutien apparaît majoritaire. Selon un sondage Odoxa réalisé pour SNCF Réseau et la société du Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO), 87 % des résidents de la région approuvent la LGV. Un chiffre en légère hausse par rapport à l'année précédente. Carole Delga évoque ainsi « l'attente des habitants du Sud-Ouest pour une meilleure mobilité et le désenclavement de la région ».

À terme, la LGV doit permettre de relier Paris à Toulouse en 3 h 10. Le projet prévoit également la création de liaisons directes vers l'Espagne, renforçant ainsi les connexions ferroviaires transfrontalières. Selon le dossier de presse officiel du Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO), la future LGV devrait permettre d'éviter 340 000 tonnes d'émission de CO₂ par an. Environ 10 000 emplois liés au chantier et à ses retombées locales devraient également être créés.



LGV Toulouse-Bordeaux-Dax dont les travaux se terminent en 2034 - ©Rémy Gabalda

plus grandes villes du Sud-Ouest est à l'étude depuis le début des années 2000. Souvent freiné par les collectivités et les riverains, le projet apparaît aujourd'hui fragilisé par les incertitudes liées à son financement. Initialement, la LGV Toulouse-Bordeaux-Dax devait reposer uniquement sur des fonds publics. Comme l'indique la note de presse, il était prévu que « l'État contribue à hauteur de 40 %, l'Union européenne de 20 % et les collectivités de 40 % ». Une nouvelle option, fondée sur un partenariat public-privé (PPP), a été évoquée dans le

Dax se traduirait par un surcoût faramineux de 7,3 Mds€ pour l'État et les collectivités, tout en retardant sa mise en service de plusieurs années. »

« 2,5 milliards d'euros ont déjà été engagés »

Selon Pierre Théron, chef de traction à la SNCF, ayant notamment travaillé pour la LGV Bordeaux-Paris : « Compte tenu des coûts d'une telle infrastructure et des déficits publics actuels, un financement basé uniquement sur le public,

Nicolas Corsand

L'aéroport de Castres-Mazamet, un crash annoncé

REPORTAGE

L'aéroport de Castres-Mazamet est dans l'impasse. En misant tout sur l'A69, la Région Occitanie délaisse l'aéroport, bloquant ainsi un chantier de rénovation de 6,4 millions d'euros pourtant jugé indispensable à sa survie.

Le crash était écrit, alors que la liaison aérienne Castres-Paris voit sa fréquentation chuter de moitié depuis 2019. Le 16 décembre dernier, comme décrit dans *L'extrait du registre des délibérations*, la Région a en effet rejeté un plan de rénovation de 6,4 millions d'euros. L'Occitanie, qui mise tout sur l'A69, fait face au département qui dénonce, dans un communiqué de presse, un

« Les élus savaient, depuis le départ, qu'il y aurait des conséquences importantes »

« déclassement silencieux ».

L'avenir de l'aéroport de Castres-Mazamet est plus que jamais sur la sellette. Toutefois, la Cour des comptes avait déjà sonné le glas de l'aéroport dès octobre 2023 dans son rapport sur le maillage aéroportuaire en Occitanie : « Le projet d'autoroute Castres-Toulouse pourrait par ailleurs à terme poser la question du maintien de la liaison d'aménagement du territoire Castres-Paris. » Pour Christine Arrighi, députée écologiste et spécialisée dans les transports, la stupeur n'est pas permise : « Les élus qui, aujourd'hui, font semblant d'être surpris par les conséquences de leur décision d'accepter l'A69 savaient très bien depuis le départ qu'il y aurait des conséquences importantes. » Pour elle, cette fausse omission avait vocation à ne pas entacher l'image du projet d'autoroute.

En 2026, rien ne va plus

Lors de ses vœux, Carole Delga a annoncé la poursuite de l'A69. Et confirmé l'arrêt des aides



Avec l'A69, le lien entre Castres et l'aéroport de Toulouse devient plus direct et rapide - ©Clara Legrand

pour l'aéroport. Celui-ci ne remplirait plus sa mission de « désenclavement », raison d'être de sa construction dans les années 90. Cette décision survient à un mois de la fin du contrat d'exploitation de la ligne Castres-Paris. L'échéance a été fixée dans l'avis de concession de novembre dernier. Pour clore le tout, le président du syndicat mixte de l'aéroport, Pascal Bugis, a démissionné à la suite du comité syndical du 16 décembre. L'effort public s'intensifie alors que les tarmacs se vident. Entre 2019 et 2023, la part d'argent public a bondi de 10 %, atteignant 12,9 millions d'euros, contre 11,7 millions d'euros sur la période 2015-2017. La ligne décline malgré une capacité d'accueil de 80 000 personnes.

Selon la Cour des comptes, la fréquentation de l'aéroport est passée de 50 000 voyageurs en 2019 à seulement 28 000 en 2024. Sur place, les entreprises locales qui rayonnent à l'international continuent d'utiliser cette ligne directe. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) du Tarn souligne la présence de « grandes entreprises comme les Laboratoires Pierre Fabre, mais aussi des entreprises du secteur du cuir comme la mégisserie de La Molière ». Un constat qui place la pérennité de cette liaison aérienne au cœur d'un autre débat, la souveraineté économique locale.

Tifenn Richignac

Harcèlement scolaire : Camélia, un drame révélateur d'un phénomène de masse

ANALYSE

Dimanche 25 janvier, une marche blanche a été organisée à Mitry (Seine-et-Marne) en hommage à Camélia. L'adolescente de 17 ans s'est suicidée une dizaine de jours plus tôt, après avoir vécu plusieurs mois de harcèlement scolaire.

D'après l'APEL (Association des parents d'élèves de l'enseignement libre), 35 % des élèves déclarent avoir déjà subi une forme de harcèlement en 2025, à l'école ou en ligne. Insultes, moqueries, mises à l'écart, rumeurs ou intimidations constituent le quotidien de nombreux enfants et adolescents. Loin d'être ponctuel, le harcèlement s'inscrit dans la durée et peut évoluer, notamment avec l'usage des réseaux sociaux, qui prolongent la violence en dehors du cadre scolaire. Selon l'Insee, plus d'un élève sur cinq au collège déclare avoir déjà subi des insultes en ligne. Une exposition permanente qui renforce le sentiment d'isolement des victimes et complique l'intervention des adultes. Les conséquences de cette violence se font ressentir par l'apparition de plusieurs éléments relevés par la psychologue Noémie Peyret : absentéisme, perte de motivation, chute des résultats scolaires, troubles du sommeil ou encore de l'appétit. À plus long terme, la souffrance psychologique peut conduire à une anxiété durable et, dans les situations les plus graves, à des risques suicidaires, aujourd'hui clairement identifiés par les professionnels de santé.

Prévention et accompagnement : agir avant qu'il ne soit trop tard

Pour la psychologue toulousaine Noémie Peyret, le harcèlement peut rester longtemps invisible. « Les victimes hésitent souvent à parler, par peur des représailles ou par manque de confiance envers les institutions. » Ce silence, fréquent, retarde la prise en charge et laisse les situations s'installer. Face à



Selon l'Insee en 2023, 86% des 8 à 18 ans sont déjà présents sur les réseaux sociaux.

ce constat, la prévention paraît essentielle. Elle passe par une prise au sérieux de la parole des élèves, une vigilance face aux signaux d'alerte et par la construction d'un environnement où les élèves se sentiront à l'aise pour en parler.

« 3018, au service des victimes »

La psychologue souligne également la nécessité de renforcer les moyens humains au sein des établissements, notamment en psychologues scolaires, encore trop peu nombreux. Après un drame, des dispositifs comme les groupes de parole ou les cellules d'écoute permettent d'accompagner élèves, témoins et équipes pédagogiques. Face à l'ampleur que prend le

harcèlement, les institutions scolaires tentent de renforcer leur système de prévention. Depuis plusieurs années, le ministre de l'Éducation nationale a mis en place des dispositifs de signalement, comme le numéro 3018 dédié au harcèlement et au cyberharcèlement, ainsi que des référents dans les établissements. Mais sur le terrain, leur efficacité dépend de la réactivité des équipes éducatives et de la formation de ces derniers. La lutte contre le harcèlement passe par un travail de fond sur le climat scolaire et l'apprentissage du vivre-ensemble afin de faire de l'école un espace protecteur pour tous les élèves.

Pauline Barrat

Réseaux sociaux : le bras de fer pour interdire l'accès aux mineurs

ANALYSE

Ce lundi 26 janvier, un projet de loi sur l'interdiction des téléphones pour les mineurs au lycée porté par Emmanuel Macron a été voté par l'Assemblée nationale.



©Nathan Branchu

Le projet de loi visant à protéger les mineurs a été déposé à l'Assemblée nationale le 18 novembre 2025. D'après le rapport parlementaire, le projet prévoit l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans, ainsi qu'une limitation de l'usage du téléphone portable au lycée. Le texte a pris une nouvelle ampleur le 24 janvier, lorsque le président Emmanuel Macron l'a présenté dans une vidéo diffusée sur ses réseaux, appelant à une procédure accélérée pour une entrée en vigueur dès la rentrée prochaine. « Le cerveau de nos enfants n'est pas à vendre » avait-il proclamé dans sa vidéo. Ce lundi 26 janvier, l'Assemblée nationale adopte le projet en première lecture. Le second article sur l'interdiction dans les lycées a cependant été

réécrit. Selon une étude de l'Insee, en 2023, près de 38,5 % des collégiens passent plus de trois heures par jour sur les réseaux sociaux. Une exposition précoce qui inquiète les pouvoirs publics, ravivée par l'affaire Camillia, ayant remis en lumière les risques liés à l'usage intensif de ces plateformes.

Scroller à l'infini : quels effets sur des cerveaux en construction ?

Les spécialistes pointent de nombreux effets négatifs à passer des heures sur les réseaux : dépendance, troubles du sommeil, anxiété, difficultés d'apprentissage et amplification des vulnérabilités psychologiques. En 2023, 34 % des internautes de 15 à 74 ans déclaraient au moins un effet néfaste lié à l'usage des écrans hors temps de travail ou d'étude. Les plus jeunes sont les plus touchés : 57 % chez les moins de 20 ans et 49 % chez les 20-34 ans. La réduction du temps de sommeil arrive en tête (25 %), suivie du renoncement à certaines activités de loisirs (10 %) et du sentiment d'obsession (9 %).

L'étude souligne également l'exposition fréquente des mineurs à des contenus violents, sexualisés ou liés à la désinformation. Le cyberharcèlement progresse alors rapidement : plus d'un quart des familles y ont déjà été confrontées. Si le ministère de l'Éducation nationale rappelle le rôle central de l'école dans l'éducation au numérique, le gouvernement assume désormais un tournant plus restrictif.

Sara Miguel

En bref

Lait infantile contaminé

Après la mort de deux nourrissons ce jeudi 22 janvier, deux nouvelles enquêtes ont été ouvertes à Bordeaux et à Angers.

Joël Guerriau, ancien sénateur, jugé au tribunal correctionnel

Le sénateur est jugé pour avoir drogué à l'ecstasy la députée Sandrine Josso afin de la violer. L'ancien parlementaire, qui a démissionné le 5 octobre du Palais du Luxembourg, encourt cinq ans d'emprisonnement.

Samuel Paty : nouvelles interpellations

Ce lundi 26 janvier, quatre personnes vont de nouveau être jugées à Paris. Deux amis du terroriste avaient déjà été condamnés à seize ans de réclusion en 2024 lors du premier procès.

Budget 2026

Ce jeudi 29 janvier, le Sénat a rejeté le texte sur le projet de loi de finances pour 2026. Le texte sera voté la première semaine de février par l'Assemblée nationale où un utilme 49.3 est attendu.

Feu à Courchevel

Ce mercredi 28 janvier un feu a ravagé un hôtel de luxe à Courchevel. Au total plus de 300 personnes ont été évacuées, 179 sapeurs pompiers sont intervenus dont 6 ont été blessés.

Sara Miguel

Le wagon « no kids » de la SNCF : une enfance de plus en plus mise à distance

ANALYSE

En lançant le 8 janvier 2026 son service « Optimum », réservé aux professionnels et interdit aux moins de 12 ans, la SNCF relance le débat sur la place des enfants dans l'espace public. Une tendance « no kids » que questionne la chercheuse Zoé Moody.



Le service «Optimum» interdit aux moins de 12 ans l'accès à ses wagons - ©Nathan Branchu

L'espace public n'a historiquement pas été pensé pour les enfants, souvent cantonnés à des espaces périphériques ou peu régulés, des terrains vagues ou des friches urbaines avant l'apparition des aires de jeux, explique Zoé Moody, chercheuse en psychologie scolaire à l'Université de Lausanne. Ce qui évolue aujourd'hui n'est pas tant leur mise à distance que sa formalisation explicite, à travers des dispositifs affichant clairement leur exclusion : « no kids », « interdit aux moins de 12 ans », « réservé aux adultes ».

« Les gens travaillent, sont connectés en permanence »

Si la SNCF proposait entre 1975 et 1986 des « espaces enfants » à bord de ses trains, le renversement de logique actuel s'explique en partie par la baisse de la natalité. « On a de moins en moins d'enfants dans la société. Mécaniquement, on ressent moins le besoin de leur faire une place », analyse la

chercheuse. Moins confrontés aux enfants dans l'espace public, certains adultes peuvent être déstabilisés par leur spontanéité, leurs émotions intenses ou leurs mouvements. Ce débat révèle une transformation plus profonde de notre rapport au temps. Le train n'est plus seulement un moyen de déplacement, mais devient le prolongement de la productivité. « Les gens travaillent, sont connectés en permanence et cherchent à rentabiliser chaque minute », observe la chercheuse. Dans ce contexte, toute perturbation devient difficilement tolérable.

Préserver le confort sans exclure les enfants

Pour Zoé Moody, la solution consiste à cibler les comportements plutôt que les personnes. En Suisse, dans les « wagons silence », les règles s'appliquent à tous, sans exclusion fondée sur l'âge. « Certains enfants de 11 ans sont capables de rester silencieux pendant tout un trajet », rappelle-t-elle. Les trains InterCity proposent

également des « wagons famille », offrant une alternative lorsque des espaces sont dédiés au calme ou au travail. Selon la chercheuse, la mesure de la SNCF pose problème en ce qu'elle repose sur un amalgame entre âge et comportement. Les enfants sont des acteurs sociaux à part entière, légitimes dans l'espace public et dans leur liberté de mouvement. Là où certaines incivilités d'adultes, comme les téléphones en haut-parleur ou les visioconférences bruyantes, sont tolérées, ce sont les enfants qui se retrouvent stigmatisés. Pour Zoé Moody, on ne peut pas présumer du niveau de nuisance d'une personne sur la seule base de son âge.

Enfin, rappelons que cet espace de tranquillité ne compte que 39 places, soit environ 8 % de la capacité totale du train. Les 92 % restants demeurent accessibles à tous les voyageurs, et l'ensemble des places reste ouvert le week-end.

Irène Dumoulin

Accord avec le Mercosur : « La France refuse le débat sur la stratégie agricole »

DÉCRYPTAGE

L'accord de libre-échange UE-Mercosur, signé le 17 janvier 2026, ravive les tensions dans le monde agricole. Pensé pour ouvrir l'Europe au marché sud-américain, il est critiqué en France, où l'on craint des normes agricoles moins exigeantes côté Mercosur.

Le 17 janvier 2026, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur est voté à Asunción, capitale du Paraguay. Ce texte, conclu avec plusieurs pays d'Amérique du Sud (le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay), suscite une vive colère chez les agriculteurs français, qui dénoncent une concurrence jugée déloyale. En cause, des réglementations agricoles nettement plus strictes en France que dans les pays du Mercosur. L'un des principaux points de divergence concerne l'utilisation des pesticides. Pour Fabienne Arzacq, agricultrice biologique dans les Pyrénées Atlantiques, ce traité n'a rien de bon pour l'agriculture française : « On n'a pas les mêmes normes de production, la main d'œuvre est différente et la qualité n'a rien à voir. » Elle en appelle donc au soutien

des Français : « Il va falloir que les consommateurs changent leur pratique, qu'ils consomment moins mais mieux. » La députée écologiste Sandrine Rousseau va encore plus loin : « Cela va mettre en danger les petits éleveurs et la santé des Français, ce type de traité ne devrait plus exister. »

Des solutions contre les pesticides

Des alternatives aux pesticides se développent en France. Certaines entreprises, comme Koppert, œuvrent pour développer des biosolutions. C'est-à-dire des méthodes naturelles visant à lutter contre les ravageurs et les maladies dans le monde agricole. Cette démarche contribue à l'évolution des pratiques françaises. Selon Phytéis, une association fournissant des

produits phytopharmaceutiques, en 2024, 16 725 tonnes de produits utilisables en agriculture biologique ont été vendues en France, soit une hausse de 23 % par rapport à 2023. À l'inverse, les ventes de pesticides conventionnels se sont élevées à 33 329 tonnes sur la même période, enregistrant un recul de 4,6 %. Alexis Purteau, employé chez Koppert, explique : « On se développe et on commence à s'affirmer en tant que fournisseur de produits phytosanitaires de biocontrôle, une solution qui a de l'avenir pour lutter contre les pesticides ». Concernant l'accord avec le Mercosur, il se montre très critique : « Je trouve ça aberrant », estimant que celui-ci va à l'encontre des efforts fournis.

« La France refuse le débat sur la stratégie agricole. »



Au-delà des inquiétudes exprimées par les acteurs de la filière agricole, c'est un sujet politiquement sensible, qui mériterait plus d'engagement, selon Sandrine Rousseau : « La France refuse le débat sur la stratégie agricole. » Pour autant, la ministre de l'Agriculture Annie Genevard a signé le 5 janvier un décret interdisant l'importation de denrées alimentaires venant de pays hors UE contenant certaines substances phytopharmaceutiques comme la carbendazime, le bénomyl, le glufosinate, le thiophanate-méthyl et le mancozèbe. Toutefois, ce décret doit encore être examiné par la Commission européenne, la politique commerciale internationale relevant des compétences de l'Union européenne.

L'accord entre l'UE et le Mercosur a été signé après 27 ans de négociations.

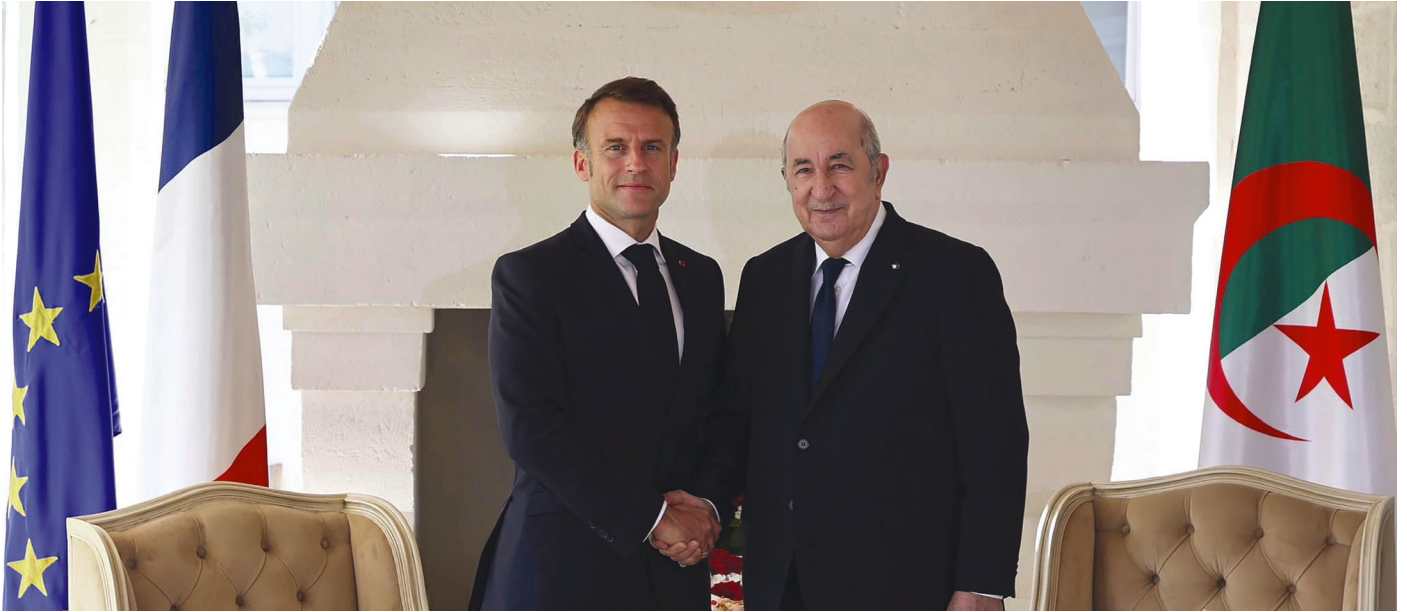
©Imagebroker/MAXPPP

Mathieu Cazabat

Algérie-France : une crise médiatique au cœur d'un conflit historique

DÉCRYPTAGE

Le 22 janvier 2026, l'émission *Complément d'Enquête* publiait un reportage consacré aux relations « *secrètes* » entre la France et l'Algérie. Dans un communiqué, Alger l'a qualifiée de « *tissu de contre-vérités* », ravivant les tensions avec l'Hexagone.



Emmanuel Macron rencontre le président algérien Abdelmadjid Tebboune - ©AFP via Présidence Algérienne / MAXPPP

Le gouvernement algérien n'a pas du tout apprécié la dernière émission de France TV. « *C'est une véritable agression contre l'État algérien, ses institutions et ses symboles* » avancent Abdelmadjid Tebboune et son gouvernement, sur la télé algérienne. Luiz Martinez, expert en relation franco-algérienne à Science Po Paris, confie : « *L'idée est née en Algérie qu'il y avait une volonté de nuire, discréditer et de les salir.* » Il poursuit son analyse : « *Elles s'attendent à une forme de revanche médiatique autour de l'histoire de la décolonisation, qui devrait émerger en France dans les mois et les années à venir.* » La réaction algérienne, Paris s'y attendait. L'intervention de Stéphane Rumatet, ancien diplomate français à Alger, a été perçue comme une utilisation de l'État français, des médias, pour défendre sa version des faits dans une crise diplomatique très sensible. Pour autant, les relations entre Français et Algériens n'ont pas attendu l'émission *Complément d'Enquête* pour s'envenimer. « *Ça fait 10 ans que l'Algérie ne s'entend pas avec*

la France sur sa politique, sur son intervention en Libye, au Mali » rappelle le spécialiste des relations franco-algériennes. Et pour cause, ces 15 dernières années, les différends entre ambassadeurs ont progressivement créé un climat de méfiance entre les deux nations.

« La France avait une ligne claire et cohérente »

Sous le mandat Macron, les événements politiques et diplomatiques n'ont cessé d'alimenter les débats sur la liberté de la presse. Une tension déjà palpable par les arrestations médiatiques de Boualem Sansal et de Christophe Gleizes. La prise de position de la France en faveur du Maroc sur le Sahara Occidental a été perçue comme une provocation stratégique par l'Algérie. Couplé à l'arrestation de plusieurs figures algériennes en France, cela a conduit Abdelmadjid Tebboune à ordonner l'expulsion de douze diplomates français de son territoire. Œil pour œil, dent pour

dent, la France réplique de même en expulsant les diplomates algériens.

« La plus grosse crise entre les deux nations depuis 1962 »

Complément d'Enquête décrit ces tensions comme « *la plus grosse crise entre les deux nations depuis 1962* ». Luiz Martinez réfute, : « *Sous Ben Bella en 1965, puis au début des années 1970, les relations étaient très tendues. La différence, c'est qu'à l'époque, la France avait une ligne claire et cohérente, maintenir un dialogue et des relations constructives.* » Le politologue de la rue Saint-Guillaume conclut : « *On ne peut pas tourner la page de cette histoire commune. Soit la France choisit de valoriser cette présence et de reconstruire une relation lucide et apaisée, soit elle continue de la stigmatiser, au risque de créer sur son propre territoire des fractures durables et, demain, ingérables.* »

Basile Bezian

En Iran, quand l'État tire sur sa population

ANALYSE EN 3 AXES

Depuis janvier 2026, l'Iran connaît une crise majeure : la population conteste le régime islamique autoritaire en place depuis 1979. La répression violente des manifestations s'inscrit dans un contexte de crise économique, de fractures sociales et de fortes tensions géopolitiques.

Comprendre le conflit iranien

1 Depuis 47 ans, l'Iran est dirigé par un régime islamique qui impose des normes culturelles strictes en matière de droits des femmes, de liberté d'expression et de religion. Les manifestations actuelles sont déclenchées par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022, décédée en détention pour non-respect du port du voile.

Le pouvoir, incarné par le président Masoud Pezeshkian et l'ayatollah (l'un des titres les plus élevés décernés à un membre du clergé chiite) Ali Khamenei, tente de contenir cette contestation au prix d'une répression meurtrière. Selon deux hauts responsables du ministère iranien de la Santé, près de 30 000 personnes auraient été tuées entre le jeudi 8 et le vendredi 9 janvier, des chiffres contestés par les autorités iraniennes. Près de 20 000 personnes ont été arrêtées depuis le début des manifestations, et l'accès aux réseaux sociaux a été interdit durant 20 jours. Depuis trois ans, l'Iran traverse une crise économique. L'inflation avoisine les 50 % par an, le taux de chômage est d'environ 12 %, et le salaire moyen réel a chuté de 40 % depuis 2018.

« Les gens n'achètent plus rien, ne peuvent plus vendre et n'ont plus de perspectives économiques », explique Bernard Hourcade, géographe spécialiste de l'Iran. Cela s'ajoute à un contexte géopolitique instable : après les émeutes sanglantes et l'attaque d'Israël l'été dernier, le régime est confronté à des tensions internes entre le Clergé et les Gardiens de la Révolution.



Les dégâts de la répression, le 21 janvier 2026 à Téhéran (Iran)

©Shadati / Xinhua News Agency/Newscom/MaxPPP

L'Iran au coeur d'un jeu géopolitique mondial

2 La contestation a commencé avec la colère des commerçants, pénalisés par un système injuste : les proches du pouvoir ont accès à un dollar à prix réduit, tandis que le reste de la population subit de plein fouet cette inflation. La crise actuelle est inédite par son ampleur : « Jamais le pays n'avait connu une telle intensité », souligne Bernard Hourcade. Premier État fondé sur l'islam politique, l'Iran est à la fois symbole et laboratoire politique. Acteur stratégique majeur, doté des deuxièmes réserves mondiales de pétrole et de gaz, l'Iran incarne l'exemple d'un pays indépendant cherchant une voie alternative à toute domination, qu'elle soit russe, chinoise ou occidentale. Pour le spécialiste, il ne s'agit pas de « tuer » l'Iran, pays clé du Moyen-Orient, et le seul à avoir une existence étatique dans cette région du monde.

Le peuple iranien : entre répression, résistance et espoir

3 La révolution de 1978-1979, qui a renversé le régime du shah et conduit à l'instauration de la République islamique, s'est déroulée dans une société différente de celle d'aujourd'hui. À l'époque, seuls 50 % des Iraniens étaient alphabétisés, contre 78 % aujourd'hui, avec un accès au monde extérieur. « La jeunesse actuelle, en rupture avec celle de ses grands-parents, incarne ce changement. », précise Bernard Hourcade. Il ajoute : « Avant la révolution islamique, l'Iran comptait 300 000 étudiants ; ils sont désormais plus de quatre millions. » L'Iran a ainsi formé une population instruite et autonome, désormais confrontée au régime. Cette violence démontre la peur d'un régime affaibli, laissant le pays sans solution politique ni alternative claire.

Rose Feminier

DOSSIER : DU GROENLAND AUX ÉTATS-UNIS,

Groenland : « Un intérêt stratégique »

ANALYSE

Depuis sa réélection, Donald Trump veut faire main basse sur le Groenland. Entre positionnement stratégique et présence de matières premières, le président américain se prépare à l'émergence des nouveaux pôles internationaux.

Pour arriver à ses fins, Donald Trump ne lésine pas sur les moyens. Le 46^e président des États-Unis d'Amérique a annoncé le 21 janvier à Davos (Suisse) un projet d'accord avec l'OTAN sur le Groenland, territoire arctique contrôlé par le Danemark et nouvelle obsession de Trump depuis son retour à la Maison Blanche. Jusqu'à menacer d'invasion militaire ou d'augmenter les droits de douane en Europe si sa tentative d'achat de l'île n'aboutissait pas.

« Alors que ses prédécesseurs maniaient avec dextérité la diplomatie, Trump ne prend pas le temps d'apprendre le lexique diplomatique international, explique Matthieu Mabin, correspondant de France 24 à Washington (États-Unis). Il veut mener une politique directe, concrète, basée sur les intérêts immédiats des Américains. Le Groenland est une bande de terre qui représente un intérêt stratégique pour les États-Unis. »

Derrière cet intérêt, se cache une vision élargie de la stratégie américaine. Pour la défense militaire des États-Unis, le Groenland est une pièce défensive majeure depuis la Seconde Guerre mondiale. « Ça a commencé en 1941 avec les sous-marins allemands qui se cachaient sous la banquise pour aller espionner les côtes américaines », raconte Matthieu Mabin. Et aujourd'hui, ce sont les Russes et surtout la Chine. »

Le pétrole, motivation majeure

Le réchauffement climatique offre un potentiel important sur l'aspect économique. « Avec la fonte des glaces, rapporte



De l'ICE au Groenland, la vision du monde selon Trump - ©Christian Ohde/imageBROKER/MAXPPP

Matthieu Mabin, de nouvelles routes commerciales s'ouvrent entre les blocs de glace. Celui qui contrôlera ces nouveaux couloirs obtiendra ce qu'ils rapportent. Ils promettent de devenir les principaux axes commerciaux de la planète sur le trafic maritime. »

La présence de matières premières, comme des minerais servant à la construction de semi-conducteurs et le pétrole, motive grandement les espoirs de Trump. Une obsession déjà vue en début d'année au Venezuela, qui se confirme avec les menaces sur la province canadienne de l'Alberta.

Au-delà de ces différentes

motivations, Donald Trump prépare à travers le Groenland le nouveau défi des pôles internationaux. « Dans le fond de la pensée trumpienne, d'après Matthieu Mabin, l'avenir passe par une confrontation inévitable avec un nouveau bloc, qui se construit déjà sous nos yeux, autour de la Chine. Ce que Trump souhaite réaliser est un nouveau bloc culturellement cohérent. Avec les États-Unis, le Canada et l'Europe, pour laquelle il a finalement plus d'affection qu'il ne veut bien nous laisser penser. »

Rémi Ferrier

DONALD TRUMP INSTALLE UN CLIMAT GLACIAL

Trump et l'ICE divisent les Républicains

INTERVIEW

Abattu par des agents de l'ICE à Minneapolis le 24 janvier 2026, Alex Pretti est le symbole d'un tournant politique. Pour Olivier Richomme, professeur de civilisation américaine, ce drame cristallise une fracture croissante entre Donald Trump et une partie des Républicains.

Quelle stratégie adopte Trump au Minnesota ?

On se trouve dans une situation grave, dans une société américaine déjà divisée. C'est la troisième mort depuis début janvier qui implique des forces fédérales. Ce n'est pas qu'une tragédie locale. Cette fusillade démontre une fissure profonde entre le parti Républicain et l'administration Trump. Pour le moment, les motivations de Donald Trump restent floues. On ne sait pas précisément ce qu'il cherche à provoquer ni pourquoi l'ICE a été déployée. En revanche, un élément revient : ces forces paramilitaires sont majoritairement envoyées dans des villes dirigées par des Démocrates. Ce que l'on peut affirmer, c'est que Trump entend démontrer son autorité par l'usage de la force. On se demande même si ce sont des bavures policières. Il cherche peut-être à provoquer le chaos pour déclencher la loi d'insurrection.

Les critiques de sénateurs républicains montrent-elles une remise en cause de la ligne Trump ou une volonté de se protéger électoralement ?

Les deux. D'un côté, l'approche des échéances électorales, notamment celle du 3 novembre 2026 (élection de mi-mandat), pousse certains sénateurs à se protéger, même si tous ne sont pas concernés. De l'autre, on observe une inflexion plus profonde : Trump a fait de l'immigration son principal atout politique, mais cette stratégie se

retourne désormais contre lui. Le vent semble donc tourner, y compris au sein du camp républicain. On voit surtout un manque de courage politique de la part de nombreux sénateurs. Cette inquiétude est renforcée par le fait que le président américain n'hésite pas à utiliser le mensonge et la manipulation pour justifier ses choix, notamment en ce qui concerne l'ICE. Les élus républicains sont dans une position inconfortable puisqu'ils soutiennent une politique qu'ils ne contrôlent plus, mais n'osent pas la contester publiquement.

Cette affaire révèle-t-elle une opposition entre la base trumpiste et les élus ?

Il n'y a pas de véritable opposition frontale. Les critiques publiques sont rares, voire inexistantes,

même si des réticences existent sans doute en interne. Aujourd'hui, de nombreux

« Trump pense avant tout à Trump. »

sénateurs semblent réaliser qu'ils perdent la maîtrise de la ligne sécuritaire, au profit d'un président imprévisible, dont ils ne parviennent plus à anticiper les décisions. Pris en étau entre la pression de la base trumpiste et la crainte de représailles politiques, ils privilégient le silence ou les prises de distance feutrées.

Trump tourne-t-il le dos au camp républicain pour favoriser les trumpistes ?

Il a toujours fonctionné sur ce mode-là, et rien ne montre que cela va changer. Il s'appuie sur des politiques et surtout sur une stratégie qui, à ses yeux, fonctionne électoralement. Il n'y a aucun intérêt à se remettre en cause : pourquoi modifier une méthode qui lui réussit ? Une chose est constante : Trump pense avant tout à Trump. Sa pratique du pouvoir repose largement sur un culte de la personnalité. On ne sait pas où il va aller, mais ce qui est sûr, c'est qu'il va trop loin. Cette imprévisibilité inquiète y compris au sein des républicains, dont les élus peinent à anticiper ses décisions.



Professeur de civilisation américaine à l'université Lyon II - ©Olivier Richomme

Méline Mergey

Au Costa Rica,
la superficie des forêts a doublé depuis 1980, passant de 30% à 60% du territoire. Tout cela grâce à l'agriculture durable, le reboisement et des politiques de protection des habitants.

Au Pérou,
les abeilles sans dard obtiennent des droits légaux, une première mondiale. Menacées par la déforestation et les pesticides, elles sont désormais protégées pour assurer la pollinisation et le maintien de la biodiversité.

En Suède,
une chaîne de pharmacie paie ses employés afin de les pousser à interagir davantage. Un dispositif mis en place afin de lutter contre la solitude et renforcer la création de liens amicaux.

Au Canada,
Le Petit Prince est traduit en innus-aimun, la langue des Innus du Québec. Ce projet doit tout à Yvette Mollen, enseignante d'innu-aimun. Elle fait rayonner la langue de son peuple en créant de nouveaux mots, offrant à l'innu sa puissance.

En RDC,
près de 900 millions d'euros ont été mobilisés pour l'aide humanitaire d'urgence. Après la conférence de Paris en octobre, cette initiative de l'Union européenne permettra notamment de financer la prise en charge médicale des survivants de violences sexuelles.

Des tapis rouges aux musées, l'Art résiste à Trump

DÉCRYPTAGE

Les stars américaines s'élèvent contre la politique anti-immigration de Donald Trump, tandis que les musées baissent le rideau. L'art peut-il (et doit-il) devenir une arme des révoltes sociales ?

Sous les flashes, un bilan qui fait tache. Lundi 26 janvier, sur le tapis rouge du festival Sundance, Nathalie Portman fond en larmes en évoquant la mort d'Alex Pretti, infirmier de 37 ans abattu par des agents fédéraux à Minneapolis, deux jours plus tôt. Ce drame, qui s'ajoute à la mort de Renée Good et alimente l'indignation contre l'ICE dans les sphères culturelles, n'a pas laissé Mark Ruffalo indifférent. « *Le monde a complètement perdu la tête* », a-t-il déclaré aux Golden Globes, tout en portant un badge « *BE GOOD* » au revers de sa veste. Art et politique ont longtemps fait chambre à part. Comme le rappelle Nathalie Heinrich, sociologue de l'art au Centre National de la recherche scientifique (CNRS), « *pour ce qui est de l'engagement artistique, il faut le référer à la première prise de position publique d'un artiste, avec Émile Zola au moment de l'affaire Dreyfus. C'est ça qui a donné la tradition de l'engagement des intellectuels et des artistes.* »

« il est probable qu'il y ait un contrôle social de leur milieu professionnel qui les pousse à prendre parti »

Il existe néanmoins un « *sens commun* » qui dicte ce qui est légitime d'exprimer publiquement. « *Dans le monde du cinéma ou de la musique populaire, il est probable qu'il y ait un contrôle social de leur milieu professionnel qui les pousse à prendre parti, beaucoup plus marqué dans la nouvelle génération* », affirme la sociologue. Cela rejoint la pratique de la cancel culture, née aux États-Unis, visant



Mark Ruffalo à la 83e cérémonie des Golden Globes - ©Sthanlee Mirador/ PRESS ASSOCIATION IMAGES/MAXPPP

à marginaliser des personnalités publiques jugées fautives. Nicki Minaj en offre un exemple : le 24 janvier, la rappeuse confirmait sa participation au sommet des « *Trump Accounts* », un programme gouvernemental d'épargne-retraite. Arrivée aux États-Unis à l'âge de cinq ans depuis Trinité-et-Tobago, son rapprochement avec Donald Trump a suscité une vive polémique au sein de sa fanbase, perçu comme une trahison et entraînant des appels au boycott.

Quand les musées appuient sur pause

Face à l'escalade des tensions, plusieurs institutions culturelles ont choisi de se ranger du côté des manifestants. Abritant plus de 100 000 œuvres, le Minneapolis Institute of Art a annoncé sa

TRUMP

fermeture temporaire. Cet acte est motivé par la nécessité de reconnaître la gravité du moment historique traversé par la ville et de donner la priorité à la sécurité et au respect de ses employés et des résidents locaux. Dans la même dynamique, le Walker Art Center a annulé les représentations prévues.

« La neutralité se trouve dans les musées et l'art qu'ils exposent, pas dans la politique du pays. »

Pour Peggy Merchez, responsable du service des publics du musée d'Art moderne de Céret, cette prise de position ne relève pas d'un militantisme partisan, mais d'un acte profondément lié à la mission des musées. Dépendantes de financements publics, ces institutions évoluent

dans un cadre politique contraint : « Si on est dépendant de l'argent public, on est dépendant de leurs décisions aussi. » Aux États-Unis, la politique culturelle de Donald Trump, marquée par des coupes budgétaires, illustre cette tension croissante. « Les musées sont aujourd'hui les derniers lieux garants de la véracité historique et de la rigueur scientifique », souligne-t-elle. Finalement, « la neutralité se trouve dans les musées et l'art qu'ils exposent, pas dans la politique du pays. »

L'art peut-il faire bouger les choses ?

Mais si l'art peut accompagner la contestation, sa capacité réelle à transformer le monde reste limitée. Comme le souligne Nathalie Heinich, il y a souvent une différence entre l'intention politique et l'impact concret d'une

œuvre : « C'est une mission qui n'est pas du tout classique dans les formes de rapport à l'art. Elle est devenue très présente dans le discours de certains artistes aujourd'hui, mais je crains que ce soit quand même une forme de prophétie autoréalisatrice, ou de croyance vertueuse. »

Entre indignation morale, pression sociale et gestes symboliques, l'art apparaît moins comme un moteur de rupture que comme un témoin des tensions contemporaines. Si l'art devient une arme, elle est avant tout fragile : plus efficace pour éveiller les consciences que pour infléchir le réel. Reste alors une question ouverte, et profondément politique : à défaut de changer le monde, l'art peut-il encore se permettre de ne pas prendre parti ?

**Shirynne Martinez et
Louis Rival-Perkins**



Manifestation anti-ICE à Seattle après la mort d'Alex Preeti - ©Paul Christian Gordon/ZUMAPRESS/MAXPPP

Questionner le monde, un atelier caricature destiné aux jeunes à Toulouse

REPORTAGE

Les dessinateurs Lodi et Pako posent leurs valises à Toulouse pour la troisième édition de l'événement « Libérons les crayons ». Ce mercredi 28 janvier, ils animent des ateliers destinés aux jeunes, pour les initier à la caricature et questionner le monde.



Atelier caricature à Toulouse avec les dessinateurs de presse Lodi et Pako - ©Clara Le Grand

Lodi, 29 ans, a reçu le prix Charlie 2021 et publie actuellement au *Canard enchaîné*. Pako, 24 ans, a sorti sa première bande-dessinée en 2022 et collabore en ce moment avec l'association *Rêves* pour assister la jeune Anita dans le roman graphique sur sa maladie.

Les deux dessinateurs travaillent, respectivement depuis quatre ans et demi et deux ans, pour *Dessinez, Créez, Liberté*. Fondée par *Charlie Hebdo* et *SOS Racisme* au lendemain des attaques terroristes de janvier 2015, l'association est née d'un besoin : faire découvrir aux jeunes la caricature et le dessin de presse. Grâce à des outils pédagogiques innovants et au dessin, « DCL » aborde les grands débats de société et les sujets d'actualité. Pako et Lodi ont eu le même déclic pour le dessin, à la suite de l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

Pako, alors en classe de troisième, connaissait peu le journal satirique. « Avant 2015, je lisais surtout des bandes-dessinées. Puis je suis tombé amoureux du journal.

Tous les mercredis matins, avec mon cartable sur le dos, j'allais acheter *Charlie*. »

« Nous sommes les générations post-2015 »

Le dessin de presse est une sorte de « canari dans la mine », un baromètre-test, si on l'attaque, s'il apparaît de moins en moins dans la presse... « Le rôle du dessin dans la société, c'est un peu comme ce canari [...] » explique Lodi. Pako complète, « [...] à la fois, la caricature teste la santé générale de la liberté d'expression et "titille" sur des sujets déstabilisants, suscite le débat... on interprète tous différemment ».

« Un dessin, ça vient du ventre »

Comment trouver l'idée d'un dessin de presse ? Lodi confie sa méthode : « C'est très intérieur. Cela doit venir du ventre parce que c'est là que se passent les

histoires, la colère, les émotions. » Dans ses ateliers, DCL cherche à transmettre aux participants les clés de compréhension, pour apprendre en dessinant, réfléchir en s'amusant et s'exprimer par le rire et le trait.

Pako explique qu'il existe quatre étapes pour comprendre un dessin de presse : la description, le contexte, l'interprétation et l'avis. « D'abord, on prend le temps d'observer, puis on essaie de trouver le sujet, le thème. Ensuite, on cherche le message caché et enfin on ressent et on réfléchit si le dessin fonctionne ou pas. » Le dessinateur conclut : « Il faut avoir un peu d'humour aussi ! »

Lodi et Pako livrent quelques derniers conseils aux jeunes dessinateurs. « Il ne faut pas hésiter à regarder énormément de dessins, à réaliser toutes ses idées, même celles qui semblent "pourries", à montrer ses croquis aux autres, et surtout, à ne jamais s'arrêter de dessiner. »

Anne-Sophie Canton

Au Pathé Wilson, le « Gourou » a ses adeptes

REPORTAGE

Le nouveau film de Yann Gozlan a été présenté en avant-première, ce mardi 27 janvier à Toulouse, devant une salle comble et conquise.



Plus de 350 spectateurs ont assisté à cette avant-première - ©Nathan Branchu

Il ne fallait pas s'y prendre à la dernière minute pour rencontrer le *Gourou*. Un jour avant sa sortie officielle, le long-métrage s'est offert une séance exclusive au cinéma Pathé Wilson, ce mardi à 20 heures. Les 359 places de la salle 4 ont rapidement été prises d'assaut, malgré l'absence de l'équipe du film. Sous le feu des projecteurs, il harangue les foules à coups de maximes telles que : « *Ce que tu veux, c'est ce que tu es.* » Lui, c'est Mathieu Vasseur, incarné par Pierre Niney, le coach en développement personnel le plus suivi de France. Brique par brique, Coach Matt a bâti un empire où le business des plus faibles et des plus vulnérables rapporte gros. Mais prêcher la fraternité universelle ne suffit pas à masquer ses failles.

Une oeuvre coup-de-poing sur l'emprise

Bien qu'épaulé par sa compagne Adèle (Marion Barbeau), Matt voit sa vie basculer sous la pression d'un frère jaloux (Christophe Montenez), d'une sénatrice qui l'a dans le viseur

(Léonie Simaga) et d'un chauffeur pas si benêt qu'il n'y paraît (Jonathan Turnbull). Avec, en toile de fond, les réseaux sociaux pour allumer la mèche.

Dans sa dernière création de 2 heures 06, Yann Gozlan, déjà aux manettes de *Boîte noire* et de *Dalloway*, ausculte les sombres mécanismes de l'influence à l'aide d'un Pierre Niney survolté. Une recette qui semble avoir fait mouche auprès du public. « *C'était un super film avec une tension dramatique, qui fait aussi écho à tout ce que l'on vit ces derniers temps. On peut vraiment faire le parallèle avec les fake news et la façon dont on se fait embobiner par les politiques* », témoigne François. Michèle, elle, se remet à peine de la « *grande claque* » qu'elle vient de subir. « *Il y a un jeu de manipulation franchement incroyable qui paraît changer de camp au fur et à mesure* », explique-t-elle. Avant de conclure, le sourire aux lèvres, que Pierre Niney est bel et bien « *un acteur incroyable* ».

Auxence Cames

Aurélien Danchin : « Le film pointe du doigt des dérives existantes »

INTERVIEW

En 2026, près de 15 000 coachs exercent en France. Une carrière qu'Aurélien Danchin, 46 ans, ancien volleyeur et cadre financier, a embrassée après une reconversion en 2019.

En quoi consiste vraiment votre métier ?

Le coaching est un accompagnement personnalisé et ciblé sur un objectif dans lequel le coach est neutre. Le coach doit être un expert du questionnement, qui sait poser les bonnes questions à son coaché pour qu'il puisse trouver ses propres solutions. Cela n'a donc rien à voir avec le fait de réunir des milliers de personnes dans de grands séminaires pour faire de la motivation.

Les réseaux sociaux ont-ils, selon vous, bouleversé la perception de cette profession ?

Le coaching était assez confidentiel en France. Cela a donné une voix à cette profession, le message s'est élargi pour le meilleur et pour le pire. Je n'ai pas d'a priori négatif. C'est quand même un outil extraordinaire, il faut juste savoir l'utiliser sans qu'il n'y ait d'abus.

Quel regard portez-vous sur *Gourou* ?

Trois figures du coaching en France sont visées et, à mon avis, elles ne vont pas bien dormir dans les jours à venir ! C'est une bonne chose, car le film pointe du doigt des dérives existantes. Mais de là à dire que ce sont des gourous, pas forcément... Il y a déjà un côté caricatural, il n'y a qu'à voir sur LinkedIn ou ailleurs. Rien ne me choque là-dedans. Si cela peut peser en faveur d'une réglementation plus serrée sur la profession, ce serait top, mais je n'y crois pas trop.

Auxence Cames

La Passe-Miroir : De la plume à la bulle, sous le crayon de Vanyda

INTERVIEW

L'adaptation en bande dessinée du roman de Christelle Dabos, Grand Prix de l'Imaginaire en 2016 et vendu à plus de 500 000 exemplaires, sort en librairie le 28 janvier. Derrière la BD de fantasy, une dessinatrice qui a grandi dans le Tarn-et-Garonne : Vanyda Savatier.



L'adaptation en BD mêle aquarelle et crayon numérique pour illustrer l'univers fantasy de La Passe-Miroir - ©Vanyda-Gallimard

La Passe-Miroir : que raconte cette saga fantastique française des années 2010 ?

Cette tétralogie de romans met en scène un univers dans lequel les personnages ont des pouvoirs. Une jeune fille, Ophélie, en possède deux : lire le passé des objets et se déplacer à travers les miroirs (d'où le titre). Au début de l'histoire, elle est fiancée à un homme qu'elle ne connaît pas, Thorn, et qui habite à l'autre bout du monde. Alors, elle va devoir le suivre chez lui et découvrir ce que cache ce mariage arrangé.

Christelle Dabos, l'autrice du roman, vous a-t-elle contactée personnellement pour ce projet ?

En réalité, j'ai découvert ses romans via les fanarts de Patricia Lyfoung (*La Rose Écarlate*), qui est une amie. Je les ai engloutis pendant l'été 2019. J'ai adoré l'univers fantasy, les descriptions très visuelles, et surtout les personnages. Puis, Christelle Dabos m'a écrit. Elle avait lu mes BD et les avait beaucoup aimées. Je me suis alors proposée pour l'adaptation du

roman et elle m'a répondu qu'elle appuierait ma candidature auprès des éditions Gallimard. Ils ont été emballés.

Comment s'est déroulée l'adaptation en bande dessinée ?

Je me suis chargée de toute la création. Christelle Dabos venait de finir *La Passe-Miroir* après des années d'écriture. Elle avait envie de passer à autre chose. J'ai donc adapté le roman scénaristiquement pour la BD, puis tout dessiné. Elle m'a tout de même beaucoup accompagnée. On discutait de certains points de l'histoire ou de l'univers. Dans l'ordre, j'ai commencé par chercher les designs des personnages et des décors. Puis, j'ai fait un story-board de l'histoire, le tout pour 280 pages. La BD reste très fidèle, à l'exception de deux, trois scènes que j'ai condensées ou dont j'ai changé le point de vue. J'ai même repris religieusement certains dialogues que je trouvais iconiques.

Quel style avez-vous adopté ?

J'ai lié le traditionnel au numérique. Sur les planches, on peut voir un mélange d'aquarelle et de

crayon numérique. Mon style est un hybride BD franco-belge et manga. J'ai également puisé dans mes goûts personnels. Par exemple, pour Anima (île flottante dont Ophélie est originaire), je me suis dit : « Ça sent la Belgique à plein nez ». Donc, je suis allée vers le style art nouveau de bâtiments bruxellois.

Peut-on espérer une suite ?

Normalement, les trois autres tomes seront adaptés. Sauf si la BD ne se vend vraiment pas. En tout cas, je travaille déjà sur le tome deux et j'essaie d'aller le plus vite possible. En considérant la tournée des dédicaces qui va commencer, on peut imaginer une sortie tous les deux ans.

Marie Conche



Vanyda Savatier, autrice et dessinatrice
©Cecile Gabriel

Hyrox, la folie des coureurs

REPORTAGE

Créé en 2017, l'Hyrox, compétition mêlant course à pied et exercices fonctionnels, connaît un succès mondial fulgurant. De Mexico à Brisbane, en passant par Laval, le sport séduit de plus en plus. En France, des salles comme Cocagne Gym surfent sur le succès.



Le H Training Club, une salle d'Hyrox à Toulouse - ©Nathan Branchu

En 2017, Christian Toetzke et Moritz Fürste, respectivement entrepreneur et champion du monde de hockey sur gazon, créent la marque Hyrox. L'Hyrox, selon sa définition, est un format de course mêlant huit kilomètres de course, entrecoupés de huit sections d'épreuves physiques. À l'image des marathons aux quatre coins du monde qui permettent aux coureurs de voyager, l'Hyrox s'est implanté dans différentes villes « hôtes » à travers le globe. Le circuit peut se réaliser en individuel, mais aussi en duo. L'Hyrox de Londres en 2021 affichait 650 participants. En 2025, 40 000 sportifs étaient comptabilisés pour la même compétition. Plus de 80 courses ont été recensées dans le monde en 2025, avec plus de 550 000 athlètes engagés, selon le site officiel Hyrox. En France, Nice accueillera une compétition du 12 au 15 février 2026, puis Toulouse du 19 au 22 mars et enfin Paris, au Grand Palais, du 23 au 26 avril. Mais si l'Hyrox a séduit

les grandes villes, son aura a aussi conquis les campagnes du Tarn. Chez Cocagne Gym, à Laval, on tire parti de cette fureur. Initialement consacrée au Crossfit, cette salle de sport propose depuis bientôt un an des cours consacrés à la pratique de l'Hyrox. « Ça attire des profils différents, ceux qui aiment le cardio et les efforts longs » explique Marion Rodriguez, propriétaire de la salle. « On a organisé une simulation de course le 10 janvier dernier, ça a super bien marché. Tous ceux qui s'entraînent pour un Hyrox ont pu le vivre en conditions presque réelles » raconte son associé, Robin Gaillard.

Un duo sur la ligne de départ

Adhérents dans cette salle, Mathieu et Sandrine participeront à l'Hyrox de Bilbao, en Espagne, le 7 février 2026. « Au départ, on voulait des places pour celui de Toulouse, mais tout est parti très vite. On a dû se rabattre sur Bilbao, une des villes hôtes pas trop loin » raconte

Sandrine, 51 ans. Avec Mathieu, son compagnon, 47 ans, ils se sont inscrits en duo. Pratiquants de Crossfit depuis une dizaine d'années, ils ont découvert les cours d'Hyrox avec un couple d'amis. Sa popularité se mesure à vue d'œil : « L'an dernier, j'ai pu faire la course de Toulouse avec un ami sans trop de difficultés. Maintenant, il faut se connecter en avance avec trois ordinateurs pour espérer décrocher un ticket » révèle Mathieu. Mais attention ! L'Hyrox et le Crossfit sont deux choses bien différentes. Et deux marques déposées distinctes. Sandrine était rebutée par la partie gymnastique et haltérophilie du Crossfit. Elle confie : « L'Hyrox, c'est accessible à un plus grand nombre ! » Cocagne Gym n'est pas la seule salle de sport à profiter du succès de l'Hyrox. « Aujourd'hui, plus de 540 salles sont affiliées Hyrox en France » rapporte le propriétaire de Cocagne Gym Robin Gaillard.

Alix Cleutjens

À la veille des Jeux d'hiver, le biathlon français promet un carton plein

DÉCRYPTAGE

À moins d'une semaine de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Milan-Cortina, le biathlon français s'avance en tant que favori après un énième week-end victorieux à Nove Mesto.



Océane Michelon et Julia Simon (à gauche et au centre) à Nove Mesto, République tchèque, dimanche 25 janvier 2026 - ©MAXPPP

Les Bleus n'auraient pu rêver meilleure préparation. Dimanche 25 janvier, pour la sixième et dernière étape de Coupe du monde de biathlon avant les JO, l'équipe de France a confirmé ses bonnes dispositions. Dans le brouillard de Nove Mesto (République tchèque), Éric Perrot et Julia Simon ont remporté leur épreuve respective de mass start. Perrot a ainsi le dossard jaune de leader du classement général à son rival italien Tommaso Giacomel. Julia Simon, quant à elle, a signé sa première victoire depuis son retour de suspension d'un mois pour affaires extra-sportives. Sa compatriote Oceane Michelon, également sélectionnée pour les JO, a assuré un nouveau doublé pour la France en terminant deuxième. Leadeuse du classement mondial, Lou Jeanmonnot a conforté son emprise sur la discipline avec sa quatrième place. La Française conserve 200 points d'avance sur sa dauphine Suvi Minkinen. Au-delà de ses têtes d'affiche, l'équipe de France se distingue par la profondeur exceptionnelle de son effectif.

Thomas Bray, commentateur du biathlon sur L'Équipe depuis 2022 confirme cette richesse, notamment chez les femmes. « On peut sans aucun doute considérer cette équipe de France féminine comme la meilleure de tous les temps en France. » Cinq biathlètes françaises figurent ainsi dans le top 12 du classement général de la Coupe du monde avant les JO.

« Aujourd'hui, la France est la meilleure nation de biathlon »

Dans ces conditions, « seule une catastrophe pourrait empêcher le relais féminin d'obtenir des médailles ». Côté homme, si Martin Fourcade n'est plus là pour guider ses compatriotes, les Bleus pourront s'appuyer sur « des leaders confirmés tels qu'Eric Perrot et Quentin Fillon-Maillet » ajoute Thomas Bray. Si la France est actuellement « la meilleure nation de biathlon », c'est également grâce au travail de l'ombre de l'entraîneur et de ses associés d'après notre consultant. « Simon Fourcade a construit

une grande force collective entre des individualités qui, à défaut de bien s'entendre (notamment chez les femmes) arrivent à travailler ensemble pour atteindre l'objectif commun. » Les espoirs autour des Bleus en sont renforcés, surtout à la vue des prévisions particulièrement optimistes. Selon le site Olympic Medal Forecast, qui simule les chances de médailles, la France pourrait décrocher en Italie 21 médailles, dont 8 en or. Un rêve pour les Bleus qui pourraient surpasser le précédent record de 15 médailles établi en 2018 et réitéré en 2022. Dans cette quête, « le biathlon sera notre garde-fou » complète Thomas Bray. « La dépendance des sports d'hiver français au biathlon est incontestable, y compris pour le président de la Fédération française de ski. » Un biathlon français sûr de ses forces mais néanmoins attendu et sous pression à l'aube des JO.

Massimiliano Paseri

« C'est un échec tactique » : les Bleus du handball éliminés de l'Euro

DÉCRYPTAGE

Défaite face à l'Allemagne ce mercredi 28 janvier (38-34), la France ne verra pas les demi-finales de l'Euro de handball. Bousculés dans un tournoi relevé et affichant un fond de jeu qui peine à convaincre, les tenants du titre ne conserveront pas leur couronne.

Suite à la défaite cinglante face aux Espagnols le 26 janvier (36-32), la France n'avait dès lors plus son destin entre les mains. Ce même jour, une victoire du Danemark contre l'Allemagne était indispensable à la survie des Bleus (victoire danoise 31-26). Les Français étaient au coude à coude avec les Allemands mercredi 28 pour s'inviter dans le dernier carré. Le vent a finalement tourné défavorablement pour les tricolores, au pied du mur face à la Nationalmannschaft. Cette rencontre aux airs de quart de finale aura été « un cauchemar éveillé après une première mi-temps indigente, marquée par de trop nombreuses erreurs. Les Bleus n'ont jamais réussi à inverser la tendance », selon Thomas Villechaize, commentateur iconique de handball sur la chaîne Beinsports. Avec la victoire du Portugal sur l'Espagne dans le même temps, les Français finiront le tournoi hors

des six premières places. En dépit de deux points précieux acquis lors du tour préliminaire, l'équipe de France aura affiché ses lacunes dès le tour principal à Herning, au Danemark. Les Danois ont d'ailleurs été les premières bêtes noires des Français. La plus féroce d'entre elles, un certain Mathias Gidsel, joueur phare de la formation scandinave, est en lice pour conserver son titre de meilleur joueur du monde. Avec neuf réalisations, il a largement contribué à la victoire des siens (32-29), sur des Français incapables de prendre l'ascendant.

Un échec structurel

Rassurés ensuite par une victoire sans appel contre le Portugal (46-38), les hommes du sélectionneur Guillaume Gille sont retombés de leur piédestal face à une Espagne d'ores et déjà éliminée de la compétition. Pour

Thomas Villechaize, la France est au point mort sur le plan stratégique. « Depuis 2018, alors que les Espagnols avaient battu la France en demi-finale de l'Euro, j'ai l'impression qu'elle n'a pas progressé tactiquement. Face à un handball classique, les individualités font la différence. Mais dès qu'il y a un jeu plus créatif, ingénieux ou surprenant, ainsi qu'une défense un peu haute, il n'y a plus de solutions. » La transition d'une génération à l'autre ne semble pas suffire à expliquer le manque d'identité du jeu tricolore. « C'est un échec tactique de la part du sélectionneur, qui ne présente aucune avancée structurellement », ajoute Villechaize. Déjà stoppée par les Allemands en quart de finale des JO de Paris en 2024, la France n'a désormais plus aucun titre en cours à son actif. Une première depuis 2005.

Lola Janackovic



Le sélectionneur de l'équipe de France de handball, Guillaume Gille - ©EPA/Bo Amstrup MAXPPP

En bref

Paris et Monaco en 1/8, Marseille prend la porte

Pour la dernière journée de phase de poule de Ligue des Champions, les 3 clubs français engagés en Coupe d'Europe avaient rendez-vous avec leur futur. Face aux Anglais de Newcastle, les Parisiens n'ont pu faire mieux qu'un match nul. Les tenants du titre devront donc passer par un tour de barrage. Même sort pour Monaco après son match nul face à la Juventus Turin. Mais pour Marseille, c'est la désillusion. Sèchement corrigés 3-0 par le club Brugge, les Phocéens étaient alors qualifiés après le coup de sifflet final. Mais c'était sans compter sur le but complètement fou du gardien de Benfica face à Madrid, à des milliers de kilomètres. Une fin de match cruelle au Portugal qui prive les Marseillais de phases finales de Ligue des Champions.

Alexis Pinturault absent pour Milan-Cortina

Sans réelle surprise, Alexis Pinturault ne figure pas sur la liste des derniers skieurs sélectionnés par le CNOSF pour participer aux Jeux d'Hiver de Milan-Cortina. Victime de nombreuses blessures ces derniers temps, le skieur au palmarès XXL ne participera pas aux Jeux Olympiques d'hiver de Milan-Cortina, en Italie. Toutefois, il reste encore un mince espoir de voir le triple médaillé olympique de 34 ans participer aux JO. Un communiqué de la FFS a expliqué bénéficier d'un « quota supplémentaire en ski alpin masculin ». Une possible ultime chance de voir « Pintu » à Milan le 6 février prochain, malgré la rude concurrence.

Aurélien Torreyilles

Le TO XIII prépare son retour en Super League

ANALYSE

De retour en Super League, le Toulouse Olympique XIII se déplace à Perpignan ce vendredi. Ils affrontent les Dragons Catalans, pour leur seul et unique match de préparation.



Les Toulousains célèbrent leur retour en Super League - @Toulouse Olympique XIII

Un seul match et c'est parti. Après 3 saisons en deuxième division, le Toulouse Olympique retrouve la Super League de rugby à XIII, samedi 14 février, contre Wakefield. Une échéance à laquelle les joueurs toulousains se préparent en affrontant les Dragons Catalans, vendredi 30 janvier. Parmi les sports les moins représentés en France, le rugby à XIII ne compte que 12 000 licenciés, selon la FFR XIII. Une situation qui oblige les deux seuls clubs professionnels de l'Hexagone à évoluer dans le championnat anglais. Pensionnaires de l'élite depuis 20 ans, les Catalans font office de favoris dans ce derby franco-français. Une maigre préparation comparée aux cadors de la Super League. Grâce à leur proximité, les clubs britanniques bénéficient de 3 à 4 matchs de préparation. Leeds a notamment rencontré Castleford, Bratford et Widnes avant leur retour à la compétition. Pour le TO XIII, convaincre les clubs anglais de venir disputer des matchs amicaux en France, serait synonyme de dépenses conséquentes. À l'inverse des rencontres de championnats, les matchs d'exhibition sont entièrement

organisés aux frais du club qui reçoit. Expert en rugby à XIII, Adrien Rey explique : « En championnat, le coût d'un déplacement est divisé en tiers. Chaque week-end, les clubs et la ligue doivent déboursier environ 35 000 euros chacun. » De quoi creuser l'écart de part et d'autre de la Manche. À l'aube de la reprise, « les automatismes et la cohésion de groupe sont déjà ancrés dans les rangs anglais. Du côté français, on apprend encore à se connaître, même après le début de la saison », déplore Adrien Rey. Autour de sa recrue phare, Tyler Dupree, le TO XIII arrive à Perpignan pour intégrer ses nouveaux éléments. Avec cinq nouveaux visages pour renforcer l'effectif, l'entraîneur Sylvain Houllès mise sur un noyau dur couronné d'un titre de champion de deuxième division. Il se dit « satisfait de cette nouvelle équipe. La préparation s'est bien passée et débiter par un match face aux Dragons nous aidera. Nous allons vite voir où on en est notre jeu et devons garder à l'esprit nos méthodes de travail. Nous voulons amener un nouveau souffle au sein du club », développe le tacticien.

Marius Laversanne

ÊTES-VOUS SÛR
DE PRENDRE CETTE
TRAJECTOIRE?



NC.

